



LE FINANCEMENT ET LES EFFECTIFS DE L'APPRENTISSAGE

Données 2017

Sommaire

Introduction	4
---------------------------	----------

Partie I : Les effectifs d'apprentis en 2017.....	6
--	----------

1. Evolution des effectifs d'apprentis en 2017.....	6
2. Répartition des effectifs apprentis par niveaux en 2017.....	8
3. L'apprentissage par spécialités de formation	10
4. L'insertion professionnelle après une formation en apprentissage	11

Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage	13
---	-----------

1. Du côté des bénéficiaires : apprentis, CFA et employeurs d'apprentis.....	13
1.1 Ressources des CFA : augmentation + 9,3%	14
1.2 Ressources des employeurs d'apprentis : augmentation de + 1%.....	16
1.3 Ressources pour les apprentis et leurs familles : augmentation de + 14,6 % ..	17
2. Du côté des contributeurs : entreprises, Conseils régionaux, Etat	18
2.1 Contributions des entreprises : la taxe d'apprentissage.....	19
a. Fonctionnement de la taxe d'apprentissage en 2017	19
b. Contributions des entreprises : taxe d'apprentissage collectée en 2017	20
c. Taxe d'apprentissage répartie et ressource régionale pour l'apprentissage	21
2.2 Contributions des entreprises via les branches professionnelles : augmentation de + 7%	23
2.3 Contributions des Conseils régionaux : diminution de - 8%.....	23
2.4 Contributions de l'Etat : augmentation de + 7%.....	24
2.5 Autres contributions	25
3. Schéma de synthèse des flux financiers	27
4. Synthèse globale du financement de l'apprentissage en 2017	28

Partie III : Le financement de l'offre de formation (comptes CFA) et les aides aux apprentis29

1. Caractéristiques des établissements de formation.....	29
1.1 Organismes gestionnaires (publics, parapublics, privés).....	29
1.2 Evolution du nombre de CFA et de sites de formation.....	30
2. Répartition des charges et ressources des CFA.....	31
2.1 Comptes de résultat : grands agrégats	31
2.2 Charges des CFA : augmentation de + 9%.....	32
2.3 Ressources des CFA : augmentation de + 9%	33
a. Financement du fonctionnement pédagogique	34
b. Financement des investissements des CFA	36
3. Ressources des CFA selon leur provenance.....	37
3.1 Ressources provenant des Conseils régionaux	38
3.2 Ressources provenant des entreprises.....	39
a. Taxe d'apprentissage reçue et consommée.....	39
b. Ressources provenant des branches professionnelles	42
3.3 Autres contributions	43
4. Aides aux jeunes versées par les Conseils régionaux	44
4.1 Aides pour le transport, hébergement, restauration (THR).....	44
4.2 Autres aides.....	44

Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage.46

Annexe 2 : Tableaux régionaux52

Introduction

Créé par la Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, France compétences est un établissement public dont la mission est d'assurer le financement, la régulation, et l'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. C'est au titre de cette mission d'évaluation du système que France compétences publie, à la suite du CNEFOP¹ et du CNFPTLV², le présent rapport sur le financement et les effectifs de l'apprentissage pour l'année 2017. Dans la continuité des précédents rapports, l'objectif est de présenter les principaux résultats qui ressortent de l'analyse des flux du système de financement de l'apprentissage en 2017, flux existants entre les principaux contributeurs (entreprises, Conseils régionaux, Etat) et les bénéficiaires finaux (appentis, employeurs d'apprentis et centres de formation).

A noter que le présent rapport revêt un caractère particulier, puisqu'il décrit un système en vigueur avant la réforme du 5 septembre 2018 et dont le cadre réglementaire a été profondément modifié depuis, en application de la loi pour liberté de choisir son avenir professionnel. **Ainsi, il convient de souligner que les résultats présentés ici concernent uniquement l'année 2017 et sont à recontextualiser dans le système qui était alors en vigueur, avant la réforme.**

Les grandes tendances qui se dégagent pour l'année 2017 sont les suivantes :

- Les effectifs d'apprentis augmentent de +2,7% par rapport à 2016, continuant leur progression pour la deuxième année consécutive. Cette évolution est portée en grande partie par l'augmentation des effectifs de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur (+ 9,1%).
- En 2017, le montant total disponible pour le financement de l'apprentissage est stable par rapport à 2016 et augmente de +1% (contributions des entreprises, des Conseils régionaux et l'Etat notamment). La collecte de la taxe d'apprentissage s'établit à 3,098 milliards d'euros, soit +4% par rapport à l'année précédente.
- En 2017, les charges ainsi que les ressources des CFA augmentent de + 9% par rapport à 2016 : ces dernières proviennent essentiellement des Conseils régionaux (40,5% des ressources) et des entreprises (38%). A noter en 2017, la forte augmentation des investissements des CFA.

Le rapport est structuré en trois parties :

La **partie I** porte sur l'analyse des **effectifs de l'apprentissage** en 2017, selon différentes caractéristiques (par région, niveaux de formation, domaines d'activité et insertion professionnelle). Ces résultats sont issus de l'exploitation des données produites par le Ministère de l'Education Nationale.

¹ **CNEFOP** : Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles

² **CNFPTLV** : Conseil national de la Formation Professionnelle tout au long de la vie

La **partie II** présente une **vue d'ensemble du financement de l'apprentissage en 2017** à l'échelle nationale et régionale. Elle permet d'analyser les flux financiers sous l'angle des bénéficiaires et des contributeurs du système, ainsi que le circuit de la taxe d'apprentissage.

Enfin, la **partie III** propose un approfondissement de la deuxième partie du rapport, en se concentrant sur **l'analyse des comptes des centres de formations d'apprentis (CFA et sections d'apprentissage)**. Les données exploitées sont issues de l'enquête annuelle « *Comptes de l'apprentissage* », réalisée par France compétences auprès des Conseils régionaux.

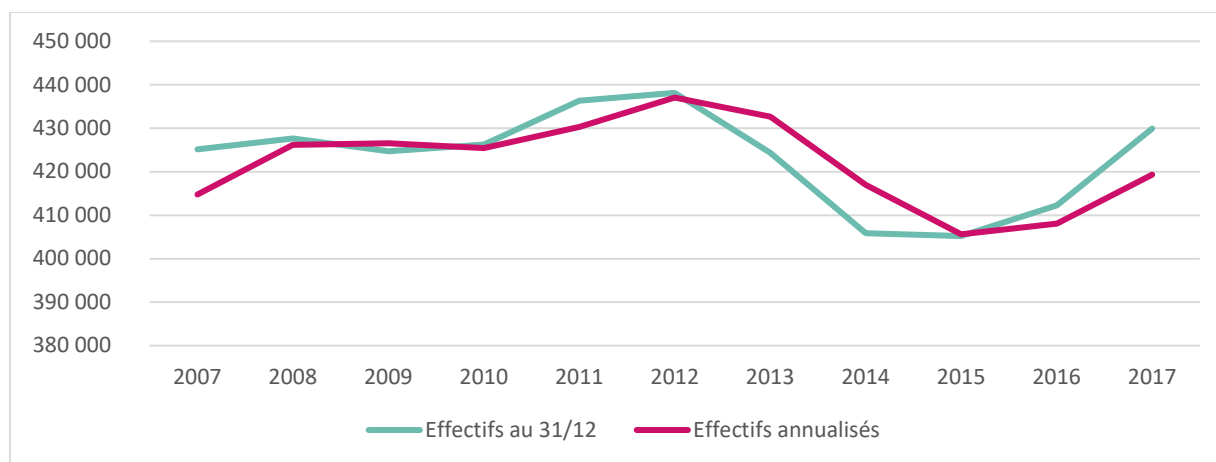
Partie I : Les effectifs d'apprentis en 2017

Les données exploitées dans cette partie proviennent principalement de l'enquête SIFA¹ réalisée par la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'Éducation nationale. Cette enquête annuelle recense l'ensemble des apprentis en formation dans un CFA ou une section d'apprentissage en France et dans les DOM, au 31 décembre de l'année, quel que soit le ministère de tutelle. A noter : dans cette partie, la notion « d'effectifs pondérés »² désigne le nombre d'apprentis pour l'année scolaire considérée, par contraste avec les effectifs au 31 décembre.

1. Evolution des effectifs d'apprentis en 2017³

Le nombre d'apprentis s'élève à 419 322 jeunes en 2017 (effectifs pondérés, hors préapprentissage) et augmente de +2,7% par rapport à 2016. Les effectifs de l'apprentissage sont ainsi en progression pour la deuxième année consécutive, progression qui s'inscrit dans un contexte plus général de croissance de l'emploi. Pour rappel, ceux-ci ont connu une forte croissance entre 2004 et 2007 (+15% sur la période), puis une période de stagnation jusqu'en 2010. Le nombre d'apprentis atteint ensuite son plus haut niveau en 2012, avant d'amorcer une période de baisse continue des effectifs jusqu'en 2015 (-7,2% entre 2012 et 2015) (figure 1). Cette baisse s'explique essentiellement par la diminution des effectifs des niveaux IV et V (-14% sur les trois ans) car sur la même période, les niveaux I, II et III enregistrent une progression de +6%.

Figure 1 - Evolution des effectifs d'apprentis entre 2007 et 2017, hors préapprentissage (en nombre de jeunes)



Source : Enquête SIFA, DEPP

En 2016 et 2017, la reprise de la croissance des entrées en apprentissage permet un retour au niveau d'effectifs constaté avant la crise de 2008, et se rapproche du plus haut niveau observé en 2012. Ainsi en 2017, 5,1% des jeunes de 16 à 25 ans sont en formation par apprentissage (contre 5% en 2016).

¹ SIFA : système d'information sur la formation des apprentis

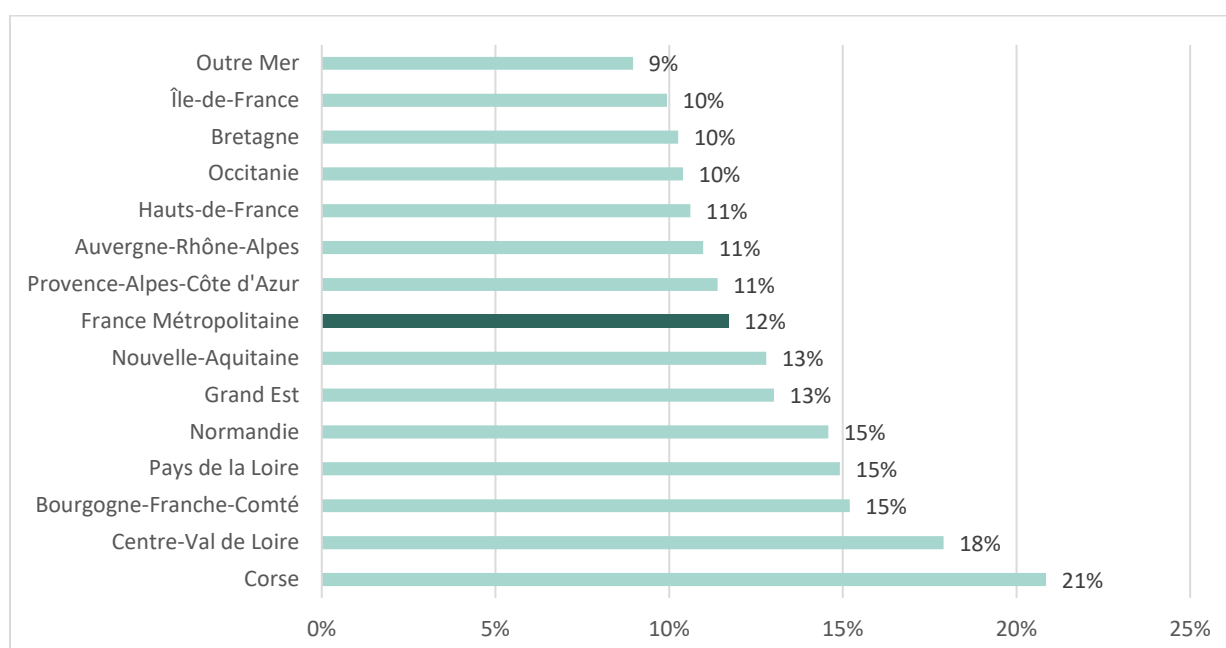
² Les effectifs pondérés (ou annualisés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année n-1 et 40% des effectifs de l'année n. Ce calcul permet de tenir compte du nombre d'apprentis sur l'année scolaire.

³ Annexe 2 : tableaux 1, 2 et 7

La part de filles reste toujours minoritaire dans les effectifs de l'apprentissage en 2017. Elles représentent un tiers du nombre d'apprentis (33,2%), proportion qui reste stable par rapport à 2016. Cette part varie néanmoins en fonction des niveaux de formation : alors que 26,8% des apprentis dans les formations de niveau V sont des filles, ces dernières représentent près de la moitié des jeunes scolarisés en niveau II (47,6%).

La répartition des effectifs d'apprentis sur le territoire national traduit de fortes disparités régionales, ce qui peut s'expliquer par l'environnement économique local et la présence d'entreprises pour accueillir ces jeunes. En 2017, les deux régions qui accueillent le plus d'apprentis sont l'Île-de-France avec 82 799 apprentis (soit 20% de l'effectif total), et la région Auvergne Rhône Alpes avec 49 753 jeunes (soit 12% des apprentis). Néanmoins, si l'on rapporte le nombre d'apprentis au nombre total d'étudiants et de jeunes en formation professionnelle initiale, c'est en Corse et en Centre-Val-de-Loire que le poids de l'apprentissage est le plus élevé (respectivement 21% et 18%) (figure 2).

Figure 2 – Poids de l'apprentissage par région, en 2017 (en %, effectifs au 31/12)



Source : Enquête SIFA (DEPP), retraitement France compétences

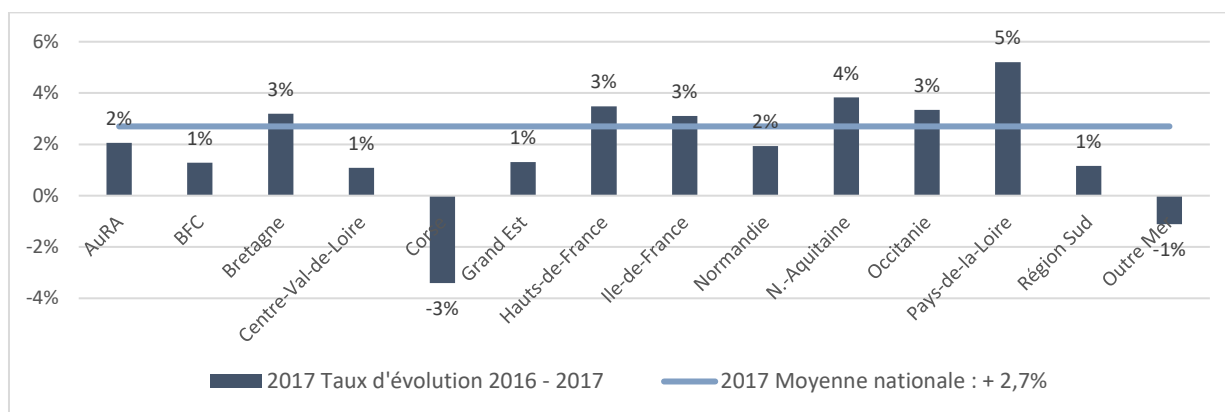
Nota bene : le « poids » de l'apprentissage est défini comme suit : $\frac{\text{nombre d'apprentis}}{\text{nombre de jeunes en formation professionnelle initiale}^1 + \text{nombre d'étudiants dans le supérieur}}$.

¹ Les jeunes en formation professionnelle initiale recouvrent l'ensemble des apprentis des niveaux IV et V ainsi que :

- Pour le niveau V : les élèves des établissements du second degré publics et privés préparant un CAP, une mention complémentaire ou un autre diplôme de ce niveau ;
- Pour le niveau IV : les élèves préparant un baccalauréat professionnel, un brevet des métiers d'arts ou un autre diplôme de ce niveau.

Toutes les régions connaissent une augmentation des effectifs en 2017, mis à part la Corse (- 3% par rapport à 2016) et les territoires d’Outre-Mer (- 1%). Les régions Pays-de-la-Loire et Nouvelle-Aquitaine sont celles qui enregistrent les plus fortes augmentations, avec des taux d’évolution qui s’établissent respectivement à + 5% et + 4% (figure 3).

Figure 3 - Taux d'évolution des effectifs d'apprentis par région, entre 2016 et 2017 (apprentissage et préapprentissage)



Source : Enquête SIFA, DEPP

2. Répartition des effectifs apprentis par niveaux en 2017¹

En 2017, les effectifs d'apprentis se répartissent de la manière suivante, selon la nomenclature des niveaux de formation en vigueur avant le 1^{er} janvier 2019 :

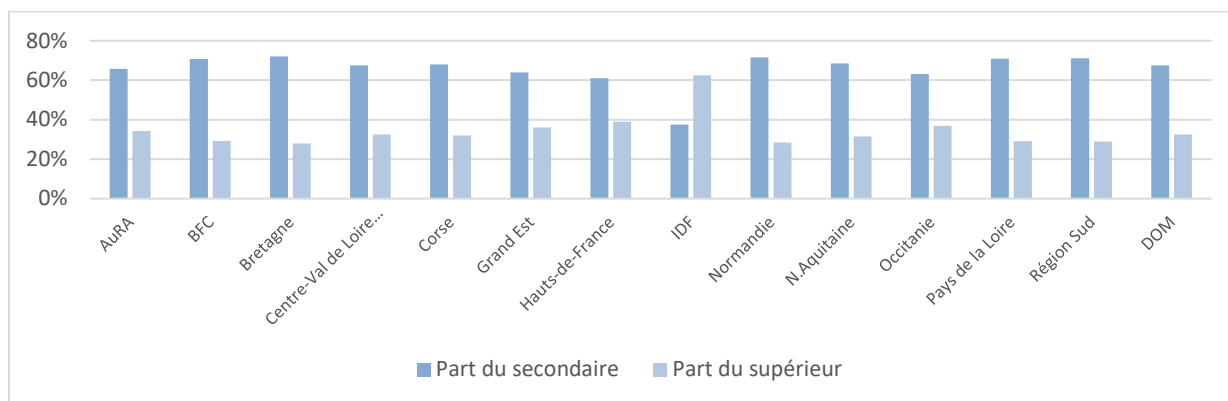
- **61%** d'entre eux relèvent de l'**enseignement secondaire (niveaux IV et V)** ;
- **39%** relèvent de l'**enseignement supérieur (niveaux I, II et III)**, part qui est en progression puisqu'elle s'établissait à 26% en 2010.

La répartition des apprentis entre enseignements secondaire et supérieur est variable en fonction des régions (figure 4). A ce titre, la situation en Ile-de-France revêt un caractère exceptionnel puisque 62% des apprentis suivent une formation dans l'enseignement supérieur.

¹ Annexe 2 : tableaux 1, 4 et 5. Les résultats présentés ci-après prennent en compte l'ancienne nomenclature des niveaux de formation :

Ancienne nomenclature (1969)	Nouvelle nomenclature au 01.01.2019	Equivalence
-	Niveau 1	Savoirs de base
-	Niveau 2	-
Niveau V	Niveau 3	CAP
Niveau IV	Niveau 4	Bac
Niveau III	Niveau 5	Bac + 2/ DUT/ BTS
Niveau II	Niveau 6	Licence
Niveau I	Niveau 7	Master
-	Niveau 8	Doctorat

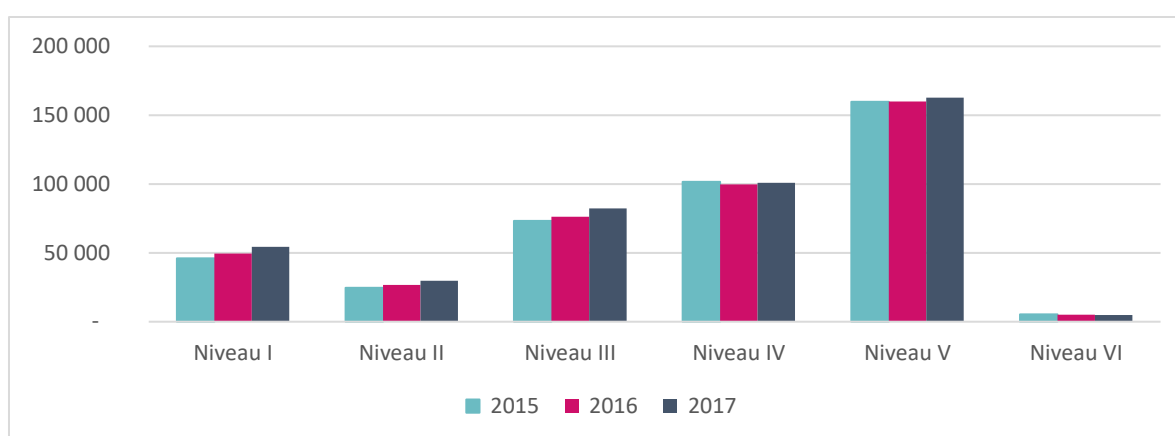
Figure 4 – Répartition des apprentis dans le secondaire et le supérieur par régions, en 2017 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

L'augmentation du nombre d'apprentis entre 2016 et 2017 est portée en grande partie par le développement de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur. En effet, l'effectif d'apprentis relevant de ces niveaux augmente de +9,1% entre 2016 et 2017, tandis que les effectifs de l'enseignement secondaire progressent de +1,5% sur la même période (effectifs au 31/12). Le niveau V reste celui qui attire le plus grand nombre de jeunes en apprentissage (figure 5), avec près de quatre apprentis sur dix qui y sont scolarisés.

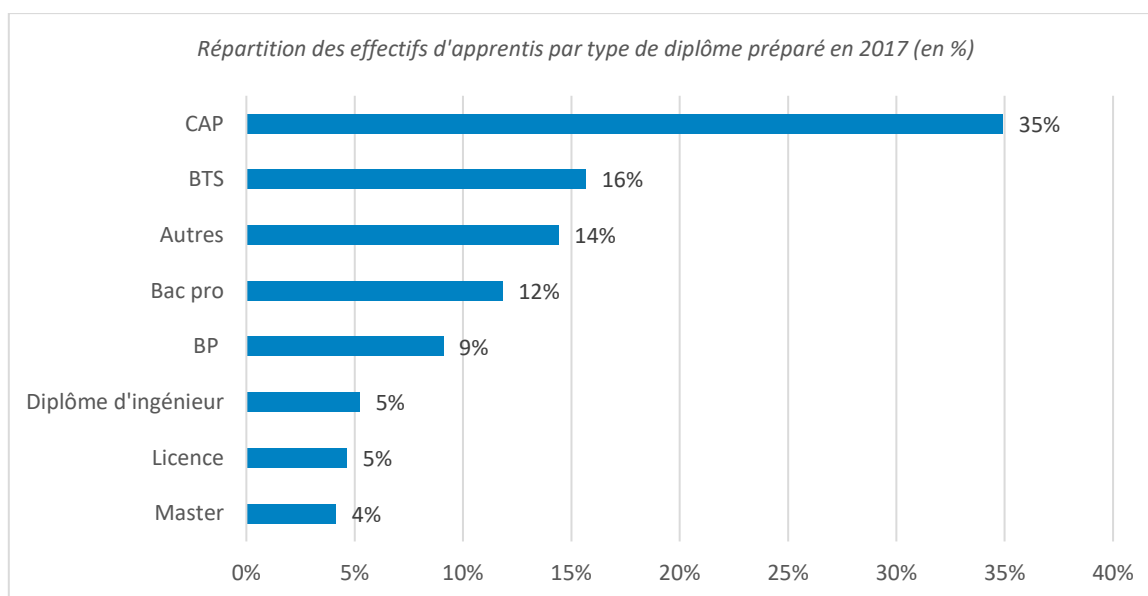
Figure 5 - Evolution du nombre d'apprentis par niveaux de formation entre 2015 et 2017 (en nombre d'apprentis)



Source : Enquête SIFA, DEPP

Nota bene : le niveau VI correspond au pré-apprentissage

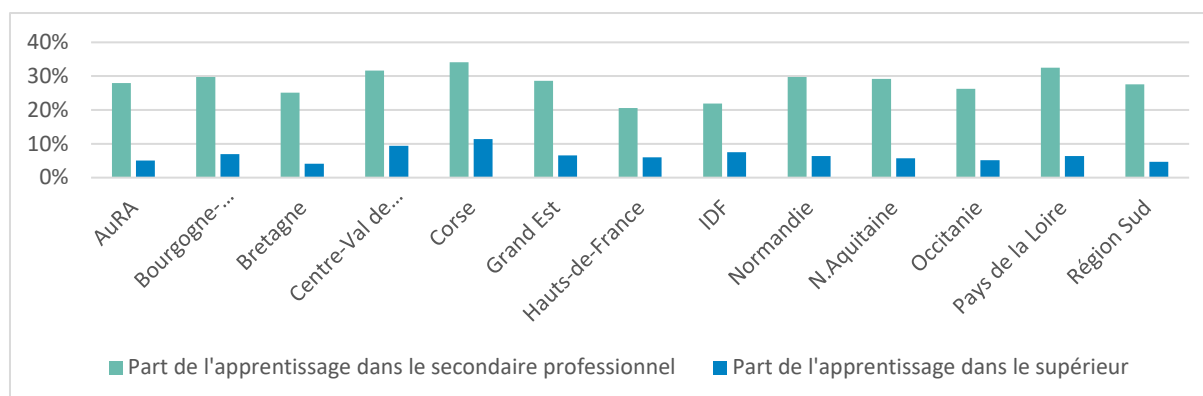
Sur la totalité des apprentis en 2017, plus d'un jeune sur trois prépare un CAP (35%), 16% suivent une formation en BTS et 12% préparent un bac professionnel :



Source : Enquête SIFA (DEPP), retraitement France compétences

Les jeunes formés par apprentissage représentent 27% de l'ensemble des élèves du second degré professionnel, et 7% parmi ceux de l'enseignement supérieur. On observe néanmoins des fortes disparités selon les régions (figure 6), avec par exemple une présence plus importante de l'apprentissage à la fois dans le secondaire et le supérieur pour les régions Centre-Val-de-Loire (respectivement 32% et 9%) et Corse (respectivement 34% et 11%).

Figure 6 - Poids de l'apprentissage parmi les jeunes en formation professionnelle en 2017 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

3. L'apprentissage par spécialités de formation¹

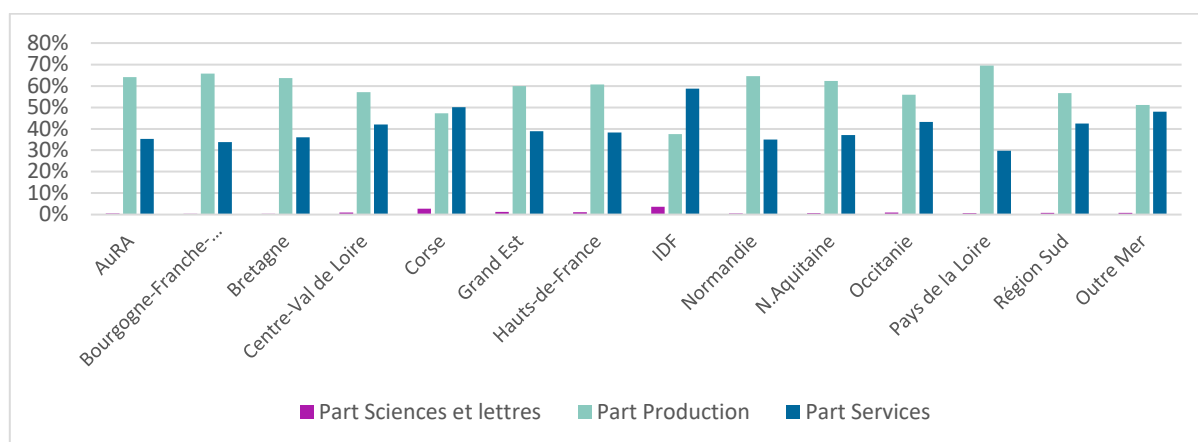
En 2017, les formations par apprentissage sont réalisées dans les domaines d'activités suivants :

- à **56,7%** dans les domaines de la **production** (soit - 0,4 points par rapport à 2016) ;
- à **41,9%** dans les domaines des **services** (+ 0,2 points) ;
- à **1,3%** dans les domaines des **sciences, lettres et arts** (+ 0,1%).

¹ Annexe 2 : tableau 6

Ces proportions varient selon les régions (figure 7) : la part d'apprentis rattachés au domaine des services est plus forte en Ile-de-France (59%), ainsi qu'en Corse et dans les DOM où cela concerne un apprenti sur deux.

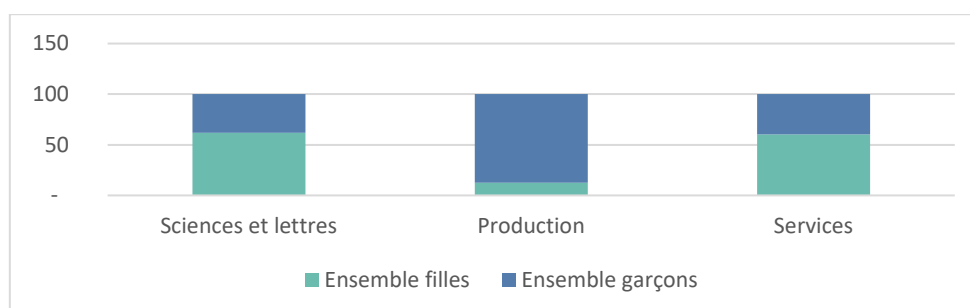
Figure 7 - Répartition des effectifs d'apprentis par domaines d'activités et par région en 2017 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

La répartition par domaines d'activité diffère aussi selon les niveaux de formation. Les apprentis du secondaire relèvent en majorité des secteurs de la production (68%), et les apprentis du supérieur du domaine des services (58%). Par ailleurs, on remarque que les apprenties filles sont majoritaires dans les domaines des services (60%) et des sciences et lettres (62%), alors que les garçons sont sur-représentés dans les domaines de la production (88%) (figure 8).

Figure 8 – Répartition des apprentis par genre et par domaines d'activité en 2017 (en %)



Source : Enquête SIFA, DEPP

4. L'insertion professionnelle après une formation en apprentissage

Les données présentées ci-après sont issues de l'enquête sur l'insertion professionnelle des apprentis (IPA) de la DEPP, réalisée chaque année depuis le début des années 1990. Elle rend compte de l'insertion professionnelle des apprentis, sept mois après leur sortie du CFA.

Le taux d'insertion dans l'emploi à l'issue d'un contrat d'apprentissage continue de progresser depuis 2015. En février 2018, 72% des apprentis ayant suivi des études de niveau CAP à BTS ont un emploi, sept mois après leur sortie d'un CFA (figure 9). Ce même taux d'insertion à sept mois était égal à 69% en février 2017, et à 65% en février 2016. Entre 2015 et 2018, le taux d'emploi des apprentis à la sortie de leur formation augmente de plus de 11 points, rejoignant le niveau constaté en 2008 avant le déclenchement de la crise économique. Cela doit notamment être analysé au regard du développement de l'apprentissage dans le supérieur : les taux d'insertion y sont plus élevés et ce indépendamment de la conjoncture, ainsi l'augmentation du nombre d'apprentis dans le supérieur a tendance à améliorer de fait le taux d'insertion global.

Figure 9 – Situation au 1^{er} février 2018 des sortants des CFA (en %, ensemble de CAP à BTS)

Diplôme obtenu ¹	En emploi	Au chômage	Inactifs ²	Service civique	TOTAL
Oui (79,6%)	75,5 %	17,6 %	6,2 %	0,6 %	100%
Non (20,4%)	59,2 %	30,8 %	9,1 %	0,9 %	100%
Ensemble	72,2 %	20,3 %	6,8 %	0,7 %	100%

1. Cet indicateur n'est pas un taux de réussite, il ne se rapporte qu'aux sortants et non à l'ensemble des inscrits aux examens.

2. Inactifs: jeunes sortants de lycée qui sont soit en stage, soit sans emploi et n'en recherchant pas.

Lecture: au 1^{er} février 2018, 75,5% des sortants diplômés du CAP au BTS sont en emploi.

Champ: France métropolitaine + DOM. Sortants d'une année terminale de formation en CFA, interrogés sept mois après la fin des études

Source: MENJ-DEPP, enquête IPA 2018 (retraitement France compétences)

Parmi l'ensemble des apprentis ayant terminé leur formation, 44% de ceux qui sont en emploi sept mois après travaillent dans l'entreprise dans laquelle ils ont réalisé leur apprentissage. Parmi l'effectif total des jeunes en emploi sept mois après la formation, 56% sont en emploi à durée indéterminée, et 26% à durée déterminée (11% sont en intérim et 7% en contrat de professionnalisation). A noter que l'obtention du permis de conduire compte parmi les facteurs pouvant favoriser l'insertion. Celui-ci a un effet positif non négligeable, puisqu'en moyenne, du CAP au BTS, les jeunes détenant le permis sont plus souvent en emploi (79% des cas) que ceux qui ne l'ont pas (50%).

Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage

Afin de donner une vision d'ensemble du système de financement de l'apprentissage en vigueur en 2017, on distingue dans cette partie : les « **bénéficiaires** » des différentes contributions (**apprentis, CFA, employeurs d'apprentis**) et les « **contributeurs** » (**régions, entreprises et Etat**).

Au total, les flux financiers que reçoivent les bénéficiaires de l'apprentissage s'élèvent à 5 967 M€, soit + 7 % par rapport à 2016 (hors rémunération des apprentis). Du côté des contributeurs, ces flux s'élèvent à 6 020 M€, soit + 1% par rapport à l'année précédente.

Il est rappelé que les résultats présentés dans cette partie sont à recontextualiser dans le système en vigueur en 2017, avant l'application de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel. Les flux financiers tels que décrits ici reflètent uniquement le système en place avant la réforme du 5 septembre 2018.

1. Du côté des bénéficiaires : apprentis, CFA et employeurs d'apprentis

Les bénéficiaires du système de financement de l'apprentissage en 2017 reçoivent des contributions qui sont de différentes natures :

- Les CFA perçoivent principalement des **subventions des Conseils régionaux** et des fonds de la part des entreprises (**taxe d'apprentissage** et **fonds des branches**).
- Les employeurs d'apprentis bénéficient d'**exonérations de charges sociales** sur le salaire des apprentis, de **crédits d'impôts** et de **primes versées par l'intermédiaire des conseils régionaux**.
- Les apprentis bénéficient d'**exonérations d'impôt sur le revenu**, et perçoivent une **rémunération** au titre de leur travail.

Au total, les ressources versées aux bénéficiaires s'élèvent à 5,967 Md€ (hors rémunération des apprentis).

Figure 10 - Synthèse des montants reçus par les bénéficiaires du système de financement de l'apprentissage en 2016 et 2017 (en millions d'euros)

Bénéficiaires	2016	2017	Part 2017 (hors rémunération)	Taux d'évolution 2016/17
CFA	3 206	3 511	59%	10%
Apprentis	474	543	9%	15%
Rémunération des apprentis	4 041	4 283	-	6%
Employeurs d'apprentis	1 901	1 913	32%	1%
TOTAL (hors rémunérations)	5 581	5 967	100%	7%
TOTAL (rémunérations incluses)	9 622	10 250	-	7%

Sources : RAP 2017 Travail et Emploi et Enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

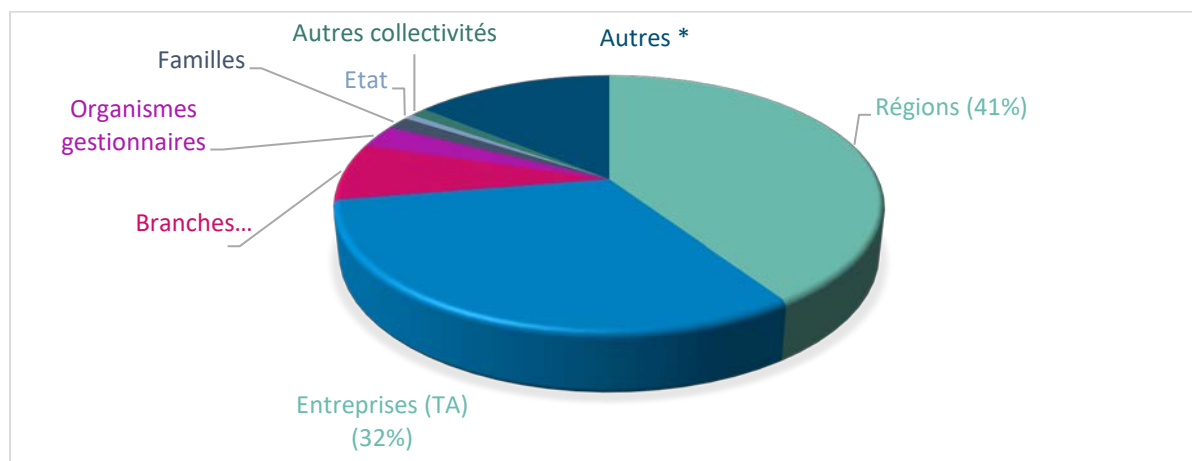
(*) Estimation du montant des rémunérations réalisée à partir des données sur les salaires mensuels moyens produits par la DARES.

1.1 Ressources des CFA : augmentation + 9,3%¹

Nota bene : Les ressources et les charges des CFA font l'objet d'une analyse plus détaillée dans la partie III (point 2) du présent rapport.

Dans le système en vigueur en 2017, les ressources des CFA proviennent essentiellement des Conseils régionaux (41%) via les subventions de fonctionnement et d'investissement, et des entreprises (32% au travers de la taxe d'apprentissage et 7% via le concours des branches). Ces proportions sont stables par rapport à 2016.

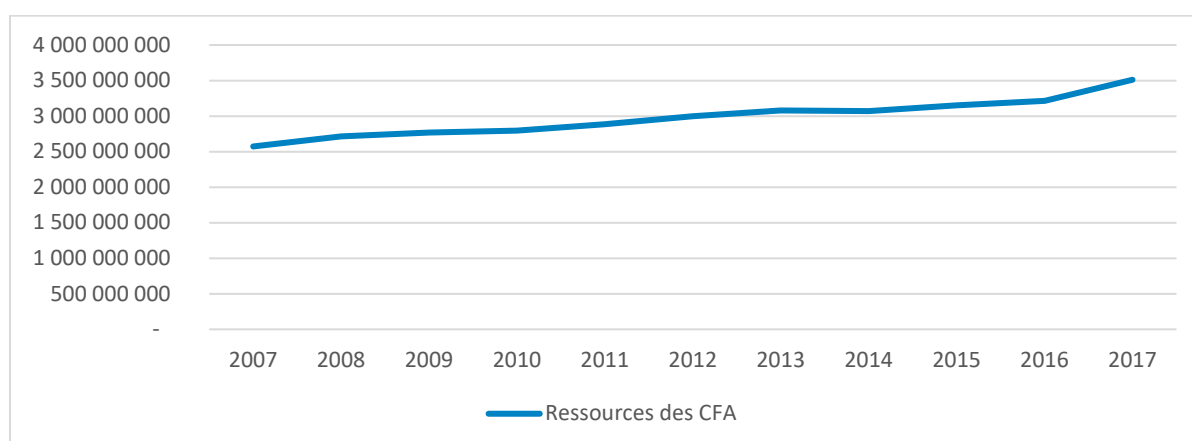
Figure 11 - Origines des ressources des CFA selon les différents contributeurs en 2017 (en %)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences
* Autres : Ventes et prestations, Recettes de contrepartie, Autres ressources

Au total, les ressources des CFA s'élèvent à **3,511 milliards d'euros** et continuent d'augmenter en 2017, poursuivant la tendance constatée au cours des dix dernières années (+9,3% par rapport à 2016). En effet, après une stabilisation des ressources entre 2013 et 2014 (-0,4%), celles-ci sont reparties à la hausse en 2015 (+2,7%) et en 2016 (+1,9%) (figure 12).

Figure 12 – Evolution des ressources des CFA entre 2007 et 2017 (en euros)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Dans le détail, cette augmentation des ressources peut s'expliquer par l'évolution des contributions des deux principaux financeurs de l'apprentissage, à savoir les régions (+9%) et les entreprises (+10%)

¹ Annexe 2 : tableau 8

(figure 13). On relève également une augmentation de +35% pour les aides provenant de l'Etat. Il s'agit d'un retour au niveau de 2015 après une baisse en 2016, puisque les ressources en provenance de l'Etat s'élevaient à 23 millions d'euros en 2015, soit le même niveau que 2017. De même pour les organismes gestionnaires : leurs contributions progressent de +28% en 2017, mais celles-ci avaient chuté en 2016.

Figure 13 - Ressources des CFA en 2017 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	2016	2017	Part 2017	Taux d'évolution 2016/17
Subventions des régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 255	1 367	41%	9%
Participation des régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR)*	58	57		-2%
Participation des entreprises (TA consommée**)	1 011	1 111	32%	10%
Concours des branches** (Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisations professionnelles (CCCA-BTP))	238	254	7%	7%
Contribution des organismes gestionnaires	80	102	3%	28%
Participation des familles	54	56	2%	4%
Etat	17	23	1%	35%
Autres collectivités	49	40	1%	-18%
Ventes et prestations	121	135	4%	12%
Recettes de contrepartie comptable***	193	207	6%	7%
Autres ressources****	130	159	5%	22%
Total	3 206	3 511	100%	9%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des fonds du THR est versée directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration.

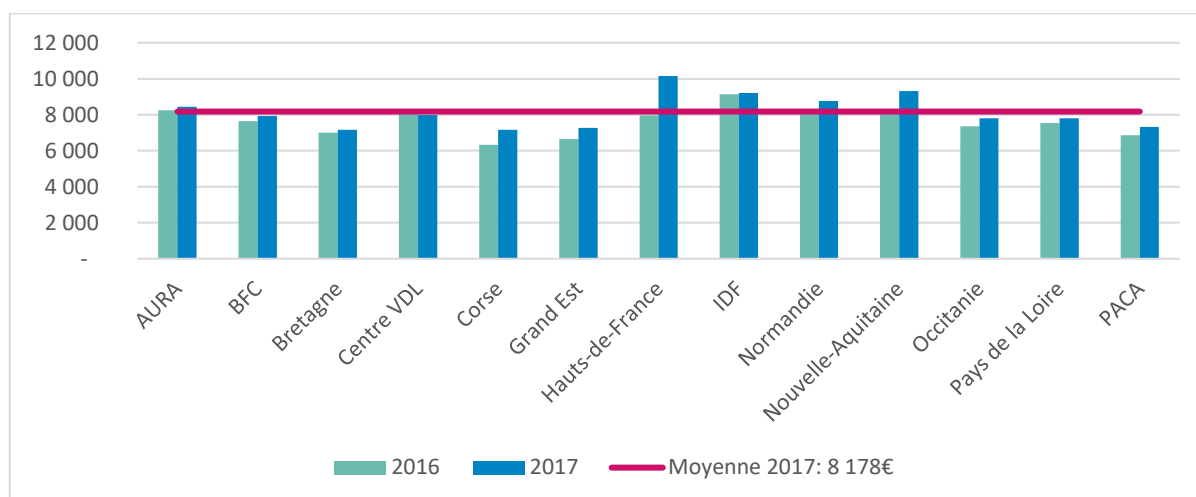
** Les sources des contributeurs peuvent donner des répartitions légèrement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

*** Il s'agit des contreparties comptables (quote parts de subvention, reprises sur amortissements / provisions, transfert de charges et produits financiers).

**** Les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des contributions d'autres collectivités.

Le montant moyen des ressources par apprenti s'élève à 8 178€ en 2017 pour la France métropolitaine, contre 7 633€ en 2016 (figure 14). Ce montant par jeune diffère selon les régions : en Ile-de-France, les CFA disposent en moyenne de 9 204€ par apprenti, contre 7 159€ en Bretagne. A noter : un montant moyen particulièrement élevé en 2017 pour les CFA des Hauts-de-France (10 146€ par apprenti) en raison d'investissements particulièrement conséquents cette année.

Figure 14 - Ressources des CFA rapportées au nombre d'apprentis (en euros)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

1.2 Ressources des employeurs d'apprentis : augmentation de + 1%

Les ressources des employeurs d'apprentis s'élèvent à 1,913 milliards d'euros et augmentent de + 1% en 2017.

Les employeurs d'apprentis bénéficient de différents types de ressources ou exonérations au titre de l'apprentissage, en provenance de l'Etat et des régions (RAP 2017 Travail et Emploi) :

- **Prime régionale à l'apprentissage**, versée par les régions pour un montant de 153 M€, et **aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire** pour 73M€¹ selon l'enquête annuelle auprès des régions réalisée par la DARES.
- **Crédit d'impôt sur les sociétés** (dit crédit d'impôt apprentissage), qui s'élève à 211 millions d'euros en 2017 ;
- **Créance des entreprises vertueuses sur la taxe d'apprentissage** (ancien « bonus apprentissage »), pour un montant de 4 millions d'euros² ;
- **Aide TPE – Jeunes apprentis**, pour un montant de 198 millions d'euros en 2017. Créée par le décret n°2015-773 du 29 juin 2015, cette aide est versée aux entreprises de moins de 11 salariés, pour les embauches d'apprentis mineurs (aide d'un montant maximum de 4 400€, versée sur 1 an, soit 1 100€ par trimestre réalisé du contrat).
- **Exonérations de cotisations sociales patronales** sur la rémunération versée aux apprentis, pour un montant de 1,274 milliards d'euros en 2017 ;

¹ Ces aides sont versées par l'intermédiaire des régions, qui reçoivent elles-mêmes ces montants de l'Etat.

² Aide bénéficiant aux entreprises de plus de 250 salariés dépassant le seuil de contrats favorisant l'insertion professionnelle, fixé à 5% de l'effectif annuel moyen de l'entreprise. Ces contrats sont les contrats de professionnalisation ou d'apprentissage, de volontariat international en entreprise, ou de personnes bénéficiant d'une convention industrielle de formation par la recherche (Cifre).

A noter que les employeurs d'apprentis sont considérés ici comme « bénéficiaires » du système de financement de l'apprentissage, mais ils en sont également contributeurs pour ce qui relève de la rémunération des apprentis.

Figure 15 – Montants des aides financières bénéficiant aux employeurs d'apprentis entre 2016 et 2017 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	Autorité de versement	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	Région	285	226	-21%
Crédit d'impôt apprentissage	Etat	231	211	-9%
Créance des entreprises vertueuses sur la taxe d'apprentissage (ancien "Bonus apprentissage")	Etat	3	4	6%
Dispositif "TPE - Jeunes apprentis"	Etat	165	198	20%
Exonération de charges salariales et patronales	Etat	1 217	1 274	5%
TOTAL - Aides financières au contrat d'apprentissage	-	1 901	1 913	1%

Source : RAP 2017 Travail et Emploi et Jaune budgétaire de la formation professionnelle 2019

1.3 Ressources pour les apprentis et leurs familles : augmentation de + 14,6 %

On peut distinguer différents types de ressources et aides dont bénéficient les apprentis. Tout d'abord, ces derniers reçoivent une rémunération pour leur travail, de la part des employeurs. Le montant global de la **rémunération** des apprentis est une donnée complexe à mesurer précisément, mais on l'estimer à 4,283 Md€ en 2017¹. Les familles des apprentis bénéficient en outre d'une **exonération d'impôt sur le revenu** pour le salaire des jeunes. Elle s'élève à 450 millions d'euros en 2017, soit +2% de plus qu'en 2016 (RAP 2017 Travail et Emploi).

Les apprentis bénéficient également d'**aides directes des Conseils régionaux**, qui peuvent être des aides directes au THR (sans l'intermédiaire des CFA), aides au permis de conduire, à la mobilité, etc... Elles représentent 44 millions d'euros en 2017, soit +29% de plus qu'en 2016. A noter que les apprentis reçoivent aussi des aides directement via les CFA (cf partie III).

Par ailleurs, l'**aide financière pour les jeunes apprentis** (créée par le décret n°2017-267 du 28 février 2017) est versée aux apprentis de moins de 21 ans ayant conclu leur contrat entre le 1^{er} juin 2016 et le 31 mai 2017 (montant forfaitaire de 335€). Selon le RAP 2017 Travail et Emploi, le montant de cette aide exceptionnelle s'élève à 49,31 millions d'euros en 2017.

¹ Estimation réalisée à partir des données sur les effectifs et les salaires mensuels moyens, construites par la DARES.

Figure 16 - Ressources reçues par les apprentis (en millions d'euros)

	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	340	440	450	2%
Aides directes des Conseils Régionaux	38	34	44	29%
Aide financière aux jeunes apprentis	-	-	49	-
TOTAL - hors rémunération	378	474	543	15%
Rémunération des apprentis (estimation)	-	4 041	4 283	6%
TOTAL – rémunération incluse	-	4 515	4 826	7%

Sources :

- RAP 2017
- Enquête Comptes de l'apprentissage 2017 (France compétences)
- DARES (rémunération)

2. Du côté des contributeurs : entreprises, Conseils régionaux, Etat

En 2017, la totalité des montants versés par les contributeurs et bénéficiant à l'apprentissage s'élève à 6,020 milliards d'euros, soit +1% par rapport à 2016. La répartition de ce financement se réalise ainsi : 1,379 Md€ provenant des entreprises (taxe d'apprentissage effectivement reçue par les CFA¹ et fonds des branches), 1,733 Md€ des Conseils régionaux, 2,210 Md€ provenant de l'Etat, et 698 M€ de la part des autres contributeurs.

Les différents contributeurs financent selon des modalités qui leur sont propres :

- Entreprises : elles versent la **taxe d'apprentissage** aux CFA, mais également des **contributions via les branches** dont elles relèvent.
- Etat : il intervient auprès des employeurs principalement sous la forme d'**exonérations de cotisations² ou d'impôts**.
- Régions : elles versent des **subventions** aux CFA, mais également des **primes aux employeurs d'apprentis** et des **aides aux apprentis**.

Figure 17 - Synthèse des montants versés par les contributeurs du système de financement de l'apprentissage en 2016 et 2017 (en millions d'euros)

2016	2017	Part 2017	Taux d'évolution 2016/17
------	------	-----------	--------------------------

¹ Il s'agit bien ici de la taxe d'apprentissage *reçue* par les CFA. Le montant total de taxe *collectée*, c'est-à-dire versé par les entreprises, s'élève à 3,098 milliards d'euros. Il est ensuite réparti entre le quota, le hors-quota et la fraction régionale.

² Le coût de ces exonérations est ensuite compensé aux caisses de la Sécurité Sociale.

Entreprises	1 362	1 379	23%	1%
<i>dont part de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA</i>	1 124	1 125	19%	0%
<i>dont fonds des branches</i>	238	254	4%	7%
Régions	1 886	1 733	29%	-8%
Etat	2 073	2 210	37%	7%
Autres	627	698	12%	11%
TOTAL	5 948	6 020	100%	1%

Sources : Jaune budgétaire 2019 (sur données 2017) et Enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences.
Champ : France métropolitaine

2.1 Contributions des entreprises : la taxe d'apprentissage

A nouveau, on souligne que les éléments développés dans cette partie **concernent uniquement le système en vigueur en 2017**, avant la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.

a. Fonctionnement de la taxe d'apprentissage en 2017

La taxe d'apprentissage permet aux entreprises de participer au financement de l'apprentissage et des premières formations technologiques et professionnelles. Le taux de cette taxe est de 0,68%¹ des salaires bruts versés au cours de l'année d'imposition.

Sont **assujetties** à la taxe d'apprentissage les entreprises remplissant les trois critères suivants :

- Emploi d'au moins un salarié ;
- Entreprise domiciliée ou établie en France ;
- Entreprise assujettie à l'impôt sur les sociétés (IS) ou à l'impôt sur le revenu (IR) au titre des bénéfices industriels et commerciaux.

Certaines entreprises peuvent être **redevables mais exonérées** de la TA :

- Toute entreprise employant un ou plusieurs apprentis et dont la base annuelle d'imposition n'excède pas six fois le Smic annuel ;
- Les sociétés ayant pour objet exclusif les divers ordres d'enseignement ;
- Les groupements d'employeurs composés d'agriculteurs ou sociétés civiles agricoles.

Par ailleurs, certaines professions libérales (sous conditions), le secteur associatif (sous conditions) ainsi que l'Etat, les collectivités territoriales et leur établissements publics sont **non redevables** de la taxe d'apprentissage.

Dans le système en vigueur en 2017, la taxe d'apprentissage est collectée par l'intermédiaire des Octa. Elle se répartit en trois fractions comme suit :

- « **Fraction régionale pour l'apprentissage** » (51% de la taxe) : part dédiée au financement du développement de l'apprentissage. Elle est reversée aux régions par l'intermédiaire du **CAS-**

¹ Ce taux est fixé à 0,44% dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, compte tenu de la législation particulière s'appliquant dans ces territoires.

FNDMA¹. Elle constitue en partie la **ressource régionale pour le financement de l'apprentissage**, complétée par une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

- « **Quota** » (26% de la taxe) : part dédiée au financement des formations par apprentissage. L'entreprise employant un apprenti au 31 décembre doit verser un concours financier au CFA ou section d'apprentissage où est inscrit ce dernier. Il s'agit d'une participation au coût pédagogique de la formation via la taxe d'apprentissage, à hauteur du coût inscrit dans les listes préfectorales.
Après versement des concours financiers obligatoires, si la part du quota (26%) n'est pas atteinte, le CFA peut soit :
 - . verser le reliquat aux CFA de ses apprentis ;
 - . verser tout ou partie aux CFA ou SA de son choix ;
 - . laisser son OCTA faire la répartition.

- « **Hors-quota** » (23% de la taxe) : part affectée au financement des premières formations technologiques et professionnelles. A noter que sous certaines conditions, les CFA peuvent recevoir des fonds issus de la part hors-quota².

La « **contribution supplémentaire à l'apprentissage** » (**CSA**) peut également s'ajouter à la taxe d'apprentissage pour les entreprises de plus de 250 salariés, si elles n'atteignent pas le seuil d'alternants requis (5% de l'effectif annuel moyen de l'entreprise). Le taux de la CSA varie en fonction du nombre d'alternants atteint par l'entreprise et l'effectif de cette dernière.

b. Contributions des entreprises : taxe d'apprentissage collectée en 2017

Afin d'observer le circuit de la taxe d'apprentissage en 2017, il convient de faire la différence entre le montant de taxe collectée, le montant réparti et le montant reçu *in fine* par les CFA. Ce montant reçu sera détaillé dans les points 2.2 et 2.3 sur les contributions des entreprises et des régions, résultats que l'on peut retracer via les comptes des CFA disponibles via l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*.

Les données concernant la campagne de collecte 2017 sont basées sur les versements des entreprises assujetties en 2017, c'est-à-dire sur la base des salaires payés en 2016. En 2017, le montant total de la taxe d'apprentissage collectée s'élève à 3,098 milliards d'euros, soit + 4% de plus par rapport à 2016 (figure 18). Le montant de la CSA s'établit à 262 M€ (-2%).

Figure 18 - Montants de la taxe d'apprentissage collectée et CSA entre 2015 et 2017 (en millions d'euros)

	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Taxe d'apprentissage	2 920	2 972	3 098	4%
<i>Dont fraction régionale</i>	1 514	1 545	1 612	4%
<i>Dont quota</i>	803	808	840	4%
<i>Dont hors quota</i>	603	619	646	4%

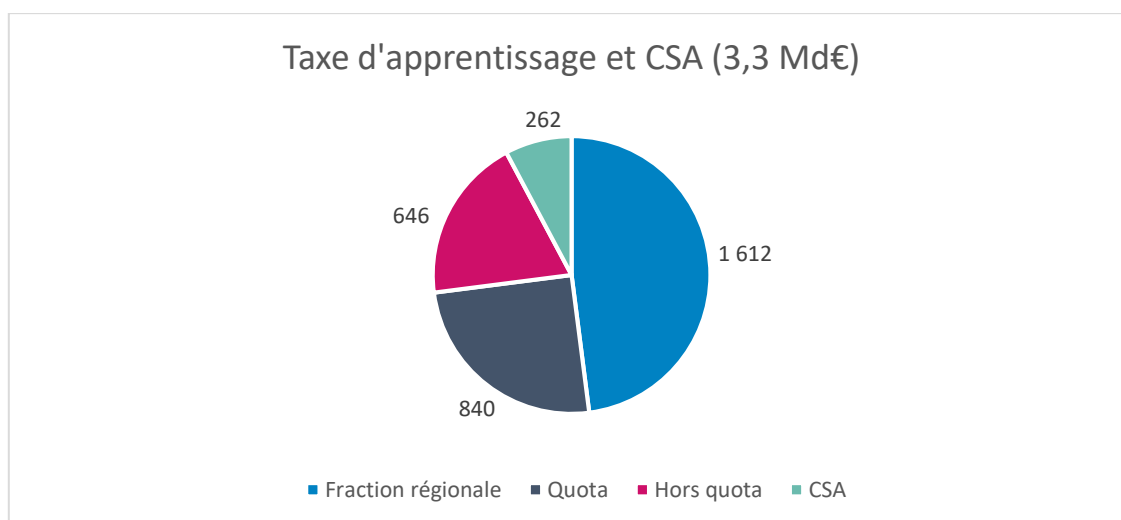
¹ CAS-FNDMA : Compte d'affectation spéciale « financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage »

² Les CFA peuvent recevoir des fonds issus de la part hors-quota dans deux cas : soit en complément de la part quota perçue, par affectation de l'entreprise employeur, soit lorsque l'organisme gestionnaire a des activités de premières formations technologiques professionnelles.

CSA	215	267	262	-2%
TOTAL	3 135	3 239	3 360	4%

Sources : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2017, 2018 et 2019

Figure 19 - Répartition de la taxe d'apprentissage collectée et CFA (en millions d'euros)



Sources : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2017, 2018 et 2019

c. Taxe d'apprentissage répartie et ressource régionale pour l'apprentissage

- Répartition du quota et du hors-quota

Après déduction des frais de collecte et de gestion tels que prévus par la loi (art. R. 6242-15 du Code du Travail), le montant de la taxe d'apprentissage répartie pour le quota et le hors quota s'élève à **1 455 M€**

Figure 20 – Montants collectés et répartis en 2017 au titre du Quota et du Hors-quota (en millions d'euros)

	Montant collecté	Montant réparti
Quota	840	823
Hors-quota	646	632
TOTAL	1 486	1 455

Source : Jaune budgétaire de la formation pro 2019 (données 2017)

- Ressource régionale pour l'apprentissage

La ressource régionale pour l'apprentissage s'élève à 1 785 M€ en 2017, soit + 8% par rapport à 2016¹, et se compose de la manière suivante :

¹ En 2016, la ressource régionale pour l'apprentissage s'élevait à 1 650,51 M€ : 1 544,09 M€ pour la part fixe et 106,51M€ pour la part dynamique (RAP 2016).

- D'une **part fixe**, répartie entre une part des crédits du CAS FNDMA (versée via le programme 787¹) et une fraction de la TICPE. Leur répartition varie chaque année mais leur somme est toujours égale au montant fixé à l'article L. 6241-2 du code du Travail, soit 1 544 M€. En 2017, la répartition s'est effectuée comme suit² :

- . 1 394 M€ au titre du programme 787 ;
- . 150 M€ au titre de la TICPE.

- D'une **part dynamique**, qui finance la péréquation entre les régions (versée via le programme 790³). En 2017, elle s'élève à 241 M€ selon le RAP 2017. Cette part variable est déterminée pour chaque région selon des critères prenant en compte :

- . les disparités régionales dans le versement de la taxe d'apprentissage ;
- . l'évolution des effectifs régionaux d'apprentis inscrits dans les CFA et les sections d'apprentissage, ainsi que leur répartition dans les formations conduisant aux premiers niveaux de qualification (niveaux IV et V) et celles de niveau supérieur (niveaux IV et supérieurs).

- Synthèse de la répartition de la taxe d'apprentissage et CSA

Au total, le montant réparti s'élève à **3 352 M€** en 2017 (hors TICPE), soit + 4 % par rapport à 2016. Parmi ce montant, 86% bénéficie à l'apprentissage (quota réparti, FNDMA hors TICPE, CSA et part du hors quota versée aux CFA) (figure 21).

Figure 21 - Tableau de synthèse de la taxe d'apprentissage répartie et CSA (en millions d'euros)

	2015	2016	2017	Part 2017	Taux d'évolution 2016/17
QUOTA (hors FNDMA)	789	793	823	25%	4%
Dont montant issu des concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	410	417	419	13%	1%
Dont montant issu des versements aux CFA et aux écoles techniques	379	376	404	12%	7%
HORS QUOTA	592	619	632	19%	2%
Dont montant issu des concours financiers obligatoires (pour les CFA)	78	157	158	5%	1%
Dont montant issu des versements aux établissements hors quota	497	446	457	14%	2%
Dont montant des actions de promotion	17	16	17	0%	4%
FNDMA (fraction régionale à partir de 2015; hors TICPE)	1 498	1 545	1 635	49%	6%
Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA)	215	264	262	8%	-1%
TOTAL	3 094	3 221	3 352	100%	4%

¹ Programme 787 : « Répartition régionale de la ressource régionale consacrée au développement de l'apprentissage »

² Selon le *Jaune budgétaire de la formation professionnelle 2019* (données 2017)

³ Programme 790 : « Correction financière des disparités régionales de taxe d'apprentissage et incitations au développement de l'apprentissage »

Part bénéficiant directement à l'apprentissage (quota + FNDMA + CSA + CFO hors quota)	2 580	2 759	2 878	86%	4%
Part ne bénéficiant pas directement à l'apprentissage (hors quota partie « hors CFO »)	514	462	474	14%	3%

Sources : Jaunes budgétaires de la formation professionnelle 2017, 2018 et 2019

2.2 Contributions des entreprises via les branches professionnelles : augmentation de + 7%¹

Outre le versement de la taxe, les entreprises contribuent également au fonctionnement de l'apprentissage via les fonds des branches professionnelles, qui s'élèvent à 254 millions d'euros en 2017 selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017* réalisée par France compétences. En effet, les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation. S'ajoutent à cela des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP).

Figure 22 - Contributions des entreprises via les fonds des branches professionnelles en 2017 (en millions d'euros)

	2014	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Fonds mutualisés de la professionnalisation	119	135	171	184	8%
Taxes fiscales	72	60	67	70	4%
TOTAL	191	195	238	254	7%

Source : enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

2.3 Contributions des Conseils régionaux : diminution de - 8%

Selon le Jaune budgétaire de la formation professionnelle, les dépenses des régions en faveur de l'apprentissage s'élèvent à **1,733 Md€** en 2017 pour la France métropolitaine, soit - 8% par rapport à 2016². Dans le système en vigueur en 2017, les Conseils régionaux contribuent de plusieurs manières au financement de l'apprentissage :

- Par l'intermédiaire de **subventions aux CFA**, pour un montant de 1,424 milliards d'euros dont 1,153Md € pour le fonctionnement, 214 M€ pour l'investissement et 57 M€ pour le THR³, selon les résultats de l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*. A noter que les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements, car la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (sociétés civiles immobilières, foyers de jeunes travailleurs...).
- Par des **aides directes** aux apprentis, d'un montant de 44 millions d'euros, dont 35 millions d'euros pour le THR selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017* (France compétences).

¹ Annexe 2 : tableau 12

² Données issues de l'enquête annuelle auprès des régions réalisée par la DARES.

³ THR : Transport, hébergement, restauration

Cela recouvre les aides pour la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, l'aide au permis de conduire... (cf annexes, tableau 28).

- Par le versement de la **prime régionale à l'apprentissage** aux employeurs d'apprentis pour 153 millions d'euros, et de **l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire**, pour 73 millions d'euros selon l'enquête annuelle auprès des régions effectuée par la DARES.
- Par le versement d'autres aides des régions pour l'apprentissage, d'un montant de 39 millions d'euros. Ce montant est calculé par différence entre les données issues de l'enquête *Comptes de l'apprentissage* réalisée par France compétences et les données de l'enquête annuelle auprès des régions effectuée par la DARES.

Figure 23 - Contributions des Conseils régionaux en 2017 (en millions d'euros, France métropolitaine)

	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1 151	1 153	0%
Financement de l'investissement des CFA	105	214	104%
Participation des régions aux frais de THR	57,5	57	-1%
Aides directes des régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement...)	34	44	29%
Prime employeur et aides aux recrutements supplémentaires	285	226	-21%
Autres dépenses des régions pour l'apprentissage	254	39	-86%
TOTAL	1 886	1 733	-8%
TOTAL hors "autres dépenses"	1 633	1 694	4%

Sources : enquête Comptes de l'apprentissage 2017 (France compétences) et enquête annuelle auprès des régions 2017 (DARES)

2.4 Contributions de l'Etat : augmentation de + 7%

En 2017, l'Etat contribue au financement de l'apprentissage pour un montant de 2,210 milliards d'euros, et ce à travers différentes dépenses sociales et fiscales :

- Exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs (1,274 Md€)¹ ;
- Crédit d'impôt en faveur des employeurs (211 M€) ;
- Exonération d'impôt sur le revenu des apprentis (450 M€) ;
- Aide « TPE Jeunes Apprentis », aide forfaitaire créée en 2015 pour les entreprises de moins de 11 salariés recrutant en contrat d'apprentissage une jeune de moins de 18 ans (198 M€) ;

¹ Le coût que représentent ces exonérations est ensuite compensé à la Sécurité sociale.

- Aide exceptionnelle pour les jeunes apprentis, créée en 2017 (49 M€) ;
- Créance des entreprises vertueuses sur la taxe d'apprentissage, ancien « bonus apprentissage (4 M€) ;
- Autres dépenses pour l'offre de formation, remontées via l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017* (23M€).

Figure 24 - Synthèse des aides et contributions de l'Etat au financement de l'apprentissage en 2016 et 2017 (en millions d'euros)

	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1 217	1 274	5%
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	231	211	-9%
Exonération d'impôt sur le revenu de l'apprenti	440	450	2%
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subvention aux CFA nationaux	17	24	35%
Aide TPE – Jeunes apprentis	165	198	19%
Aide financière aux jeunes apprentis		49	
Créance des entreprises vertueuses sur la taxe D'apprentissage (« bonus apprentissage »)	3	4	6%
TOTAL	2 073	2 210	7%

Sources : RAP 2017 Travail et Emploi et Enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

A noter par ailleurs que l'Etat verse un montant de 327 millions d'euros aux Conseils régionaux au titre de la prime à l'apprentissage aux employeurs d'apprentis de moins de onze salariés, et des aides au recrutement d'un apprenti supplémentaire (reversées ensuite aux employeurs d'apprentis).

2.5 Autres contributions

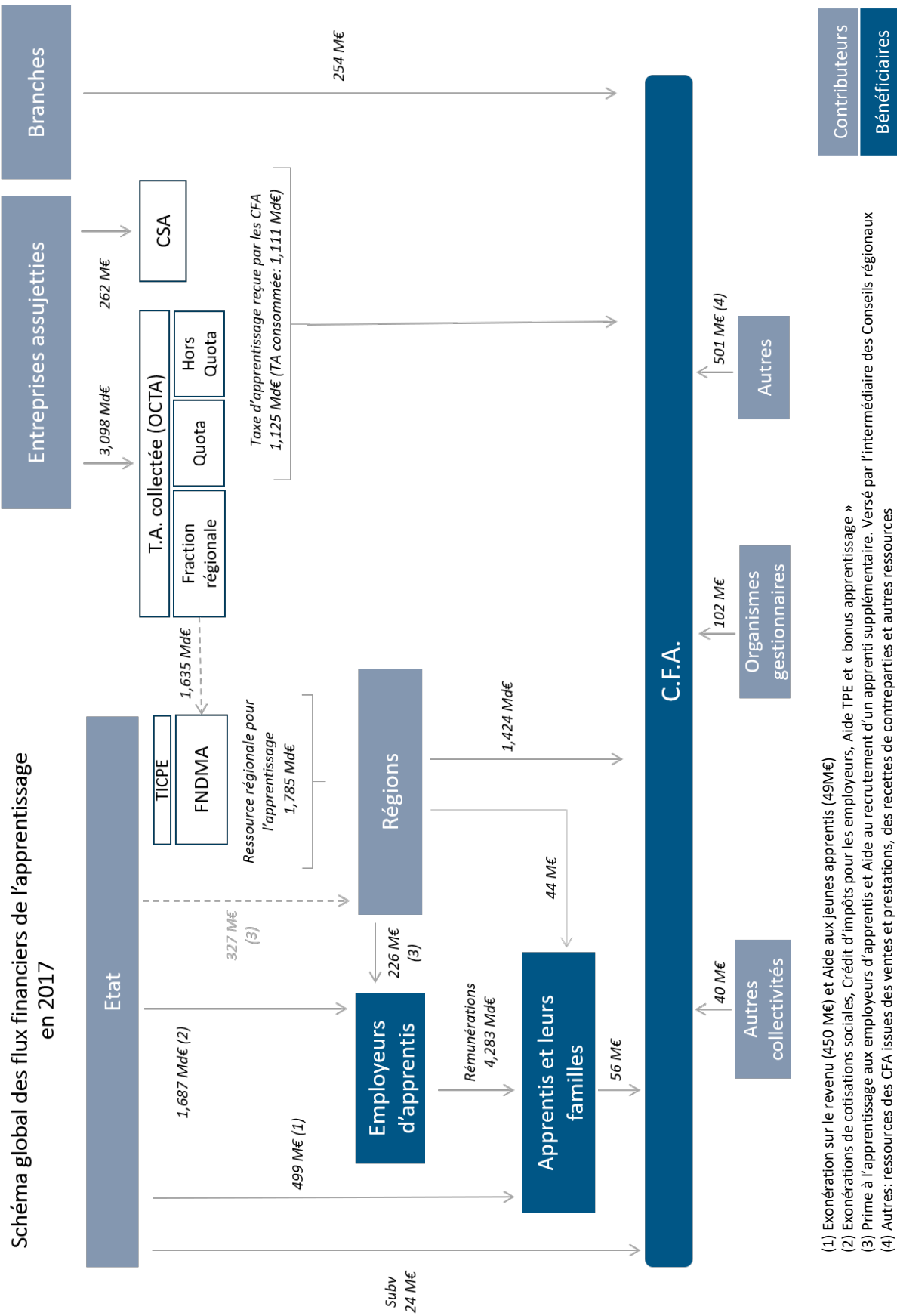
D'autres contributeurs participent au financement de l'apprentissage, bien que leur importance en termes de montants soit plus faible par rapport aux principaux financeurs.

Les **organismes gestionnaires** des centres de formation participent à hauteur de 102 millions d'euros, soit 3% des ressources totales des CFA. Ce montant progresse de +28% par rapport à 2016, évolution qui est à nuancer par le fait que les contributions étaient basses cette année-là (80 M€ en 2016 contre 92M€ en 2015). A noter que leurs apports ne sont pas entièrement retracés dans le cadre de l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, puisqu'il conviendrait d'y ajouter les investissements, ou les mises à dispositions du personnel administratif, totales ou partielles.

La contribution des **apprentis et de leurs familles** s'élève à 56 millions d'euros en 2017, soit +4% par rapport à 2016. Elle est concentrée sur la participation au transport, à l'hébergement et à la restauration des apprentis et représente 2% des ressources totales des CFA.

Les autres contributions au financement de l'apprentissage proviennent de la vente de produits fabriqués (135M€), d'autres collectivités (40M€), de mouvements comptables et financiers (207M€) ou autres ressources (159M€).

3 Schéma de synthèse des flux financiers



(1) Exonération sur le revenu (450 M€) et Aide aux jeunes apprentis (49M€)

(2) Exonérations de cotisations sociales, Crédit d'impôts pour les employeurs, Aide TPE et « bonus apprentissage »

(3) Prime à l'apprentissage aux employeurs d'apprentis et Aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire. Versé par l'intermédiaire des Conseils régionaux

(4) Autres: ressources des CFA issues des ventes et prestations, des recettes de contreparties et autres ressources

4 Synthèse globale du financement de l'apprentissage en 2017

Montants reçus par les bénéficiaires	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
CFA	3 206	3 511	10%
Régions	1 313	1 424	8%
Entreprises (TA)	1 011	1 111	10%
Branches	238	254	7%
Organismes gestionnaires	80	102	28%
Familles	54	55	2%
Etat	17	24	41%
Autres	493	541	10%
Apprentis (hors rémunérations)	474	543	15%
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	440	450	2%
Aides directes des régions	34	44	29%
Aide financière pour les jeunes apprentis	-	49	-
Employeurs d'apprentis	1 901	1 913	1%
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	285	226	-21%
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	231	211	-9%
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 217	1 274	5%
Aides TPE - Jeunes apprentis	165	198	20%
Créance des entreprises vertueuses sur la taxe d'apprentissage ("Bonus apprentissage")	3	4	6%
TOTAL (hors rémunérations reçues)	5 581	5 967	7%

Rémunérations perçues par les apprentis	4 041	4 283	6%
--	--------------	--------------	-----------

Montants versés par les contributeurs	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Entreprises assujetties	1 362	1 379	1%
Part de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA	1 124	1 125	0%
Branches	238	254	7%
Régions	1 886	1 733	-8%
Subventions versées aux CFA	1 313	1 424	8%
Aides directes aux apprentis	34	44	29%
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	285	226	-21%
Autres	254	39	-85%
Etat	2 073	2 210	7%
Exonérations cotisations sociales (employeurs)	1 217	1 274	5%
Crédit d'impôt apprentissage (employeurs)	231	211	-9%
Exonération d'impôts sur le revenu (apprentis)	440	450	2%
Aides TPE - Jeunes apprentis	165	198	20%
Aide financière pour les jeunes apprentis	-	49	-
Autres aides versées aux CFA	17	24	41%
Créance des entreprises vertueuses sur la taxe d'apprentissage ("Bonus apprentissage")	3	4	6%
Organismes gestionnaires	80	102	28%
Familles	54	55	2%
Autres contributions aux ressources des CFA	493	541	10%
TOTAL (hors rémunérations versées)	5 948	6 020	1%

Employeurs d'apprentis (rémunérations versées)	4 041	4 283	6%
---	--------------	--------------	-----------

Sources : Jaune budgétaire, enquête *Comptes de l'apprentissage 2017* (France compétences)

Partie III : Le financement de l'offre de formation (comptes CFA) et les aides aux apprentis

Les données exploitées dans cette partie sont issues des Conseils régionaux, qui agrègent les comptes financiers des organismes de formation (CFA et sections d'apprentissage). Ces données sont récoltées depuis 2006 (données 2004). Elles ont été transmises, agrégées et consolidées par le CNFPTLV, par le CNEFOP en 2015, et depuis 2019 par France compétences.

La compilation de cette enquête constitue une base de données utilisable par les acteurs de la formation professionnelle, universitaires, chercheurs et décideurs. Elle est consultable sur le site de France compétences.

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas prises en compte dans cette étude : en revanche, les effectifs de leurs apprentis sont classés parmi les effectifs des régions dans lesquels ces CFA sont situés. Cela ne fausse pas les résultats compte tenu du faible nombre d'apprentis dans les CFA nationaux. **A noter que pour l'enquête sur les données 2017, aucune donnée n'a été remontée pour l'Outre-Mer.**

1. Caractéristiques des établissements de formation

1.1 Organismes gestionnaires (publics, parapublics, privés)

Dans le système en vigueur en 2017, le support juridique nécessaire à la création d'un CFA est l'organisme gestionnaire. Ce dernier devait ensuite conclure une convention avec le Conseil régional afin de créer le CFA, convention valide pour une durée de 5 ans.

La notion de section d'apprentissage (SA) est utilisée lorsque la formation est réalisée dans un établissement d'enseignement public, ou privé sous contrat, ou dans un établissement de formation et de recherche relevant de tout autre ministère que l'Education nationale. La SA est créée par convention entre l'établissement de formation, l'organisme gestionnaire et le président du Conseil régional. Elle correspond à la mise en place d'une seule et unique formation, tandis qu'un CFA en met en place plusieurs.

L'organisme gestionnaire peut être de différentes natures :

- Organisme privé (associations, entreprises, branches)
- Organisme parapublic (chambres consulaires). A noter que ces dernières sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés.
- Organisme public (établissements publics locaux d'enseignement, collectivités territoriales).

Au 31 décembre 2017, les organismes privés accueillent plus de la moitié des apprentis (55% contre 53,5% en 2016). Près du quart des jeunes sont scolarisés dans des organismes parapublics (26% d'entre eux), et 19% dans des organismes publics.

Figure 25 - Répartition des apprentis par nature d'organisme gestionnaire, niveau de formation et nombre d'établissements au 31/12/2017

	Secondaire	Supérieur	Total	Nombre d'établissements
Organisme privé	113 871	99 732	213 603	501
Association	89 434	55 595	145 029	364
Organisation professionnelle, entreprise ou groupement d'entreprise	24 437	44 137	68 574	137
Chambres	85 545	26 256	111 801	156
Chambre d'agriculture	778	196	974	4
Chambre de commerce et d'industrie	20 083	22 800	42 883	75
Chambre des métiers	64 684	3 260	67 944	77
Etablissements d'enseignement	39 548	29 661	69 209	248
EPLEFPA (1)	17 683	6 933	24 616	95
Établissement de formation ou recherche	2 895	11 684	14 579	42
Établissement public local d'enseignement	13 517	7 771	21 288	82
Établissement scolaire privé sous contrat	5 453	3 273	8 726	29
Autres	24 638	10 655	35 293	53
Association mixte consulaire	9 768	2 443	12 211	14
CFA résultant d'une convention nationale	261	22	283	3
Collectivités locales et territoriales	6 553	431	6 984	17
Groupement d'intérêt public	8 056	7 759	15 815	19
Total	263 602	166 304	429 906	958

► Champ : France métropolitaine + DOM.

(1) Établissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricole.

Source : MENJ-MESRI-DEPP / Système d'information sur la formation des apprentis (SIFA). Situation au 31 décembre de l'année scolaire.

1.2 Evolution du nombre de CFA et de sites de formation

En 2017, l'apprentissage continue de se développer sur le territoire national à travers la création de nouveaux sites de formation, et non via la création de CFA. En effet, le nombre de conventions¹ entre régions et CFA continue de baisser (-2% entre 2016 et 2017), tandis que le nombre de sites de formation poursuit sa croissance (+ 9,8% par rapport à 2016).

Cette évolution contribue à l'amélioration de l'accès à l'apprentissage et peut s'expliquer par les politiques d'aménagement du territoire des Conseils régionaux ainsi que par le développement de CFA « hors les murs ». Ces CFA délèguent la réalisation des actions de formation à des structures externes (établissements éducatifs, autres CFA, organismes de formations ou entreprises). Les apprentis sont alors répartis dans des unités de formation par apprentissage (UFA). Créée par convention entre le CFA

¹ Le « nombre de conventions » est obtenu via l'enquête *Comptes de l'apprentissage*, réalisée par France compétences. Il diffère du « nombre d'établissements » mentionné au point 1.1 précédent, dont le chiffre est issu des données produites par la DEPP. La différence entre les deux peut s'expliquer par les calendriers de réponse des régions aux différentes enquêtes.

et la structure¹, cette dernière est chargée de la direction pédagogique des enseignements tandis que le CFA garde la responsabilité administrative et financière des formations.

En moyenne en 2017, un CFA dispose de 4,4 sites de formation². Cette moyenne varie fortement selon les régions : par exemple, un CFA dispose en moyenne de plus de 7 sites de formation dans les régions Hauts-de-France ou Auvergne-Rhône-Alpes, contre 2,3 pour la Normandie.

Figure 26 - Nombre de conventions portant création d'un CFA et de sites de formation en 2017, par région

	2015		2016		2017	
	Conventions portant création d'un CFA	Sites de formation	Conventions portant création d'un CFA	Sites de formation	Conventions portant création d'un CFA	Sites de formation
AURA	83	nd (486)	83	428	84	630
BFC	54	210	53	236	52	226
Bretagne	39	155	39	155	38	147
Centre VDL	40	126	40	126	39	133
Corse	8	nd	8	nd	8	10
Grand Est	108	223	106	328	103	415
Hauts-de-France	54	389	52	377	51	363
IDF	131	539	131	547	131	579
Normandie	73	132	67	150	67	155
Nouvelle-Aquitaine	115	335	115	375	111	406
Occitanie	110	311	103	362	98	370
Pays de la Loire	53	200	53	216	54	246
PACA	69	279	66	291	60	265
Total France métropolitaine	937	3 385	916	3 591	896	3 945

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

2. Répartition des charges et ressources des CFA

2.1 Comptes de résultat : grands agrégats

L'enquête *Comptes de l'apprentissage* permet d'obtenir les grands agrégats issus des comptes des CFA. Après compilation, il en ressort un résultat global excédentaire, de l'ordre de 14,2 millions d'euros (contre 12 millions en 2016) (figure 27).

¹ Une UFA peut être créée dans un établissement d'enseignement public ou privé sous contrat ou dans un établissement de formation et de recherche. Une convention est alors conclue avec un CFA.

² Lors du décompte du nombre de sites de formation, chaque UFA compte comme un site de formation unique (même si elle est UFA de plusieurs CFA). Ainsi, le nombre de sites correspond à un recensement « physique » et non « juridique ».

Figure 27 - Comptes de résultat 2017, ensemble des CFA métropolitains (en millions d'euros)

CHARGES		RESSOURCES	
Charges de fonctionnement	2 895	Régions	1 424
<i>dont charges de personnel</i>	1 730,7	Taxe d'apprentissage	1 111
<i>dont autres charges d'exploitation</i>	1 137,3	Branches	254
<i>dont autres charges hors exploitation</i>	27,2	Organismes gestionnaires	102
Charges de THR	148	Familles	55
Charges d'investissement	454	Ventes et prestations	135
TOTAL - Charges	3 497	Autres ressources	429
		TOTAL - Ressources	3 511
		Résultat	14

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

2.2 Charges des CFA : augmentation de + 9%¹

En 2017, les charges des CFA s'élèvent à 3,497 milliards d'euros pour la France métropolitaine, soit +9% par rapport à 2016 (figure 28).

Figure 28 - Charges des CFA selon leur nature (en millions d'euros)

	2007	2014	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Charges de fonctionnement	2 105	2 674	2 715	2 787	2 895	4%
<i>dont charges d'exploitation</i>	2 081	2 638	2 687	2 748	2 868	4%
<i>dont charges hors exploitation</i>	24	36	28	39	27	-31%
Charges THR	180	157	150	148	148	0%
TOTAL - hors investissement	2 285	2 831	2 865	2 935	3 043	4%
Charges investissement	269	262	256	283	454	60%
TOTAL - Investissement compris	2 554	3 093	3 121	3 218	3 497	9%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Les charges des CFA se répartissent de la manière suivante :

- **Charges de fonctionnement (83% des charges totales)**

Elles s'élèvent à 2,895 milliards d'euros et sont en augmentation de +4% par rapport à 2016. On distingue les charges d'exploitation (charges de personnel, dotations aux amortissements et aux provisions et autres charges d'exploitation) des charges hors exploitation (charges financières, exceptionnelles et autres charges hors exploitation). Les charges de fonctionnement sont constituées à 60% par les charges de personnel, pour un montant de 1,731 milliards d'euros. Ce montant est en légère diminution par rapport à l'année précédente, avec une évolution de -1% (figure 29). Les dépenses pour les formateurs représentent 66% des frais de personnel totaux. Cette répartition se retrouve dans

¹ Annexe 2 : tableaux 26, 27 et 28

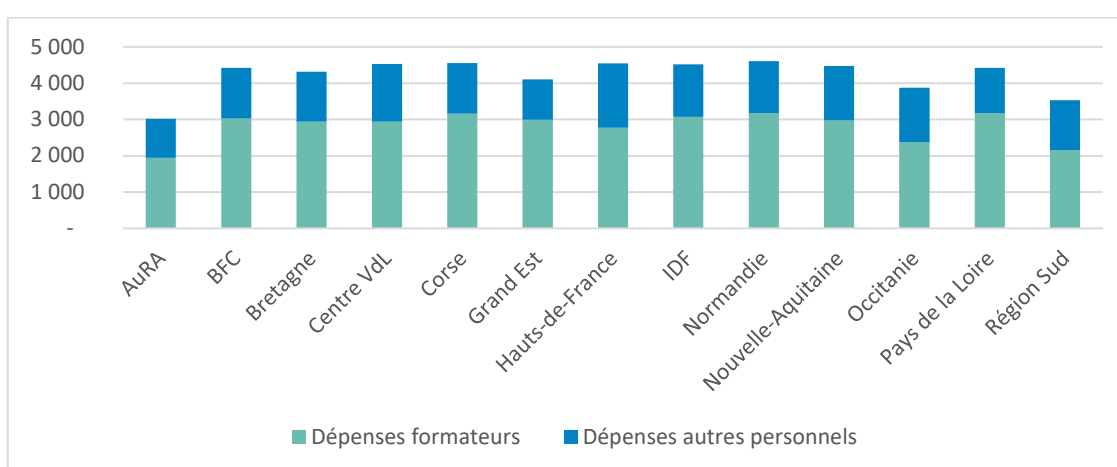
toutes les régions dans les mêmes proportions. A noter, un montant de dépenses de personnel plus faible par apprenti, en Auvergne-Rhône-Alpes (3 016€ par apprenti, contre 4 223€ de moyenne nationale) (figure 30).

Figure 29 - Montants des dépenses de personnel selon leur nature, en 2017 (en millions d'euros)

	2014	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Dépenses formateurs	1 190	1 110	1 142	1 155	1%
Dépenses autres personnels	537	551	599	576	-4%
Total - Dépenses personnels	1 727	1 661	1 741	1 731	-1%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Figure 30 - Dépenses de personnel par régions et par nature, rapportées au nombre d'apprentis (en €)



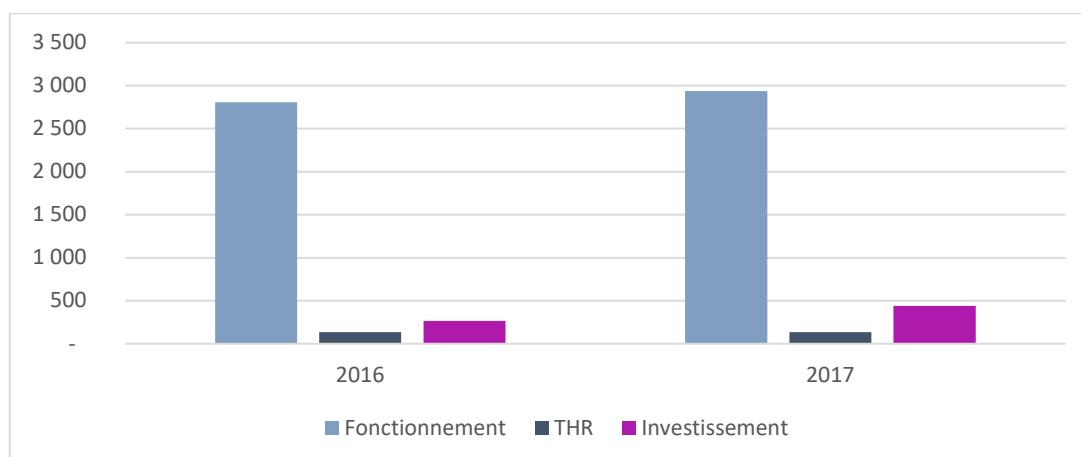
- **Charges de THR (4% des charges)** : avec 148 millions d'euros, leur montant est stable par rapport à 2016.
- **Charges d'investissement (13% des charges)** : elles augmentent de +60% en 2017. A noter que les ressources d'investissement des CFA augmentent dans les mêmes proportions (+66%).

2.3 Ressources des CFA : augmentation de + 9%

En 2017, les ressources des CFA s'élèvent à 3,511 milliards d'euros, soit une augmentation de + 9% par rapport à 2016. Elles se répartissent de la manière suivante :

- 84% des ressources sont affectées par les CFA au fonctionnement pédagogique (88% en 2016) ;
- 13% des ressources pour l'investissement (contre 8% en 2016) ;
- 4% pour le transport, hébergement et restauration (stable par rapport à 2016).

Figure 31 - Répartition des ressources des CFA selon leur affectation (en M€)

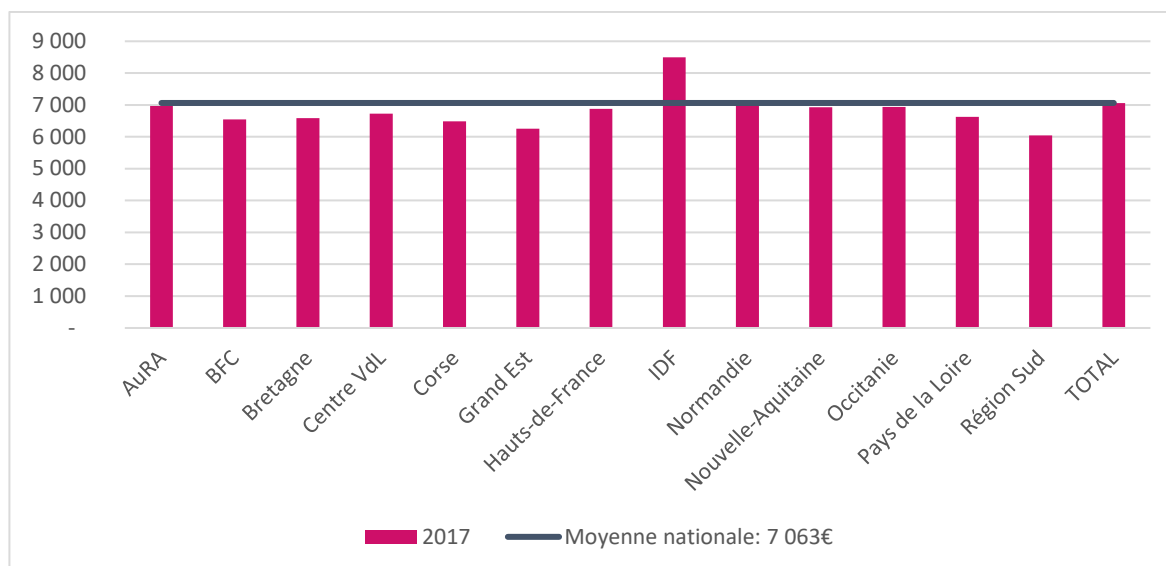


Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

a. Financement du fonctionnement pédagogique¹

Les ressources liées au fonctionnement s'élèvent à 2,936 milliards d'euros en 2017 et sont en augmentation de +4,7% par rapport à 2016. En moyenne sur le territoire national, on compte 7 063€ par apprenti pour le fonctionnement, contre 6 935€ en 2016. Ce montant varie de 8 501€ pour les CFA d'Ile-de-France, à 6 252€ pour ceux de la région Grand Est ou 6 046€ pour la Région Sud (figure 32).

Figure 32 - Montants des ressources des CFA consacrées au fonctionnement, rapportées au nombre d'apprentis (en €)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

L'augmentation du montant par apprenti des ressources de fonctionnement se vérifie dans toutes les régions, sauf pour les CFA des Hauts-de-France (-4%) (figure 33). Pour les CFA de Corse, elles

¹ Annexe 2 : tableau 9 et de 12 à 23

augmentent de +12% mais ce chiffre est à nuancer : cette évolution est couplée à une baisse des effectifs, ce qui augmente mécaniquement le montant des ressources par apprenti.

Figure 33 - Taux d'évolution des ressources de fonctionnement par apprenti (2016-17) (en %)

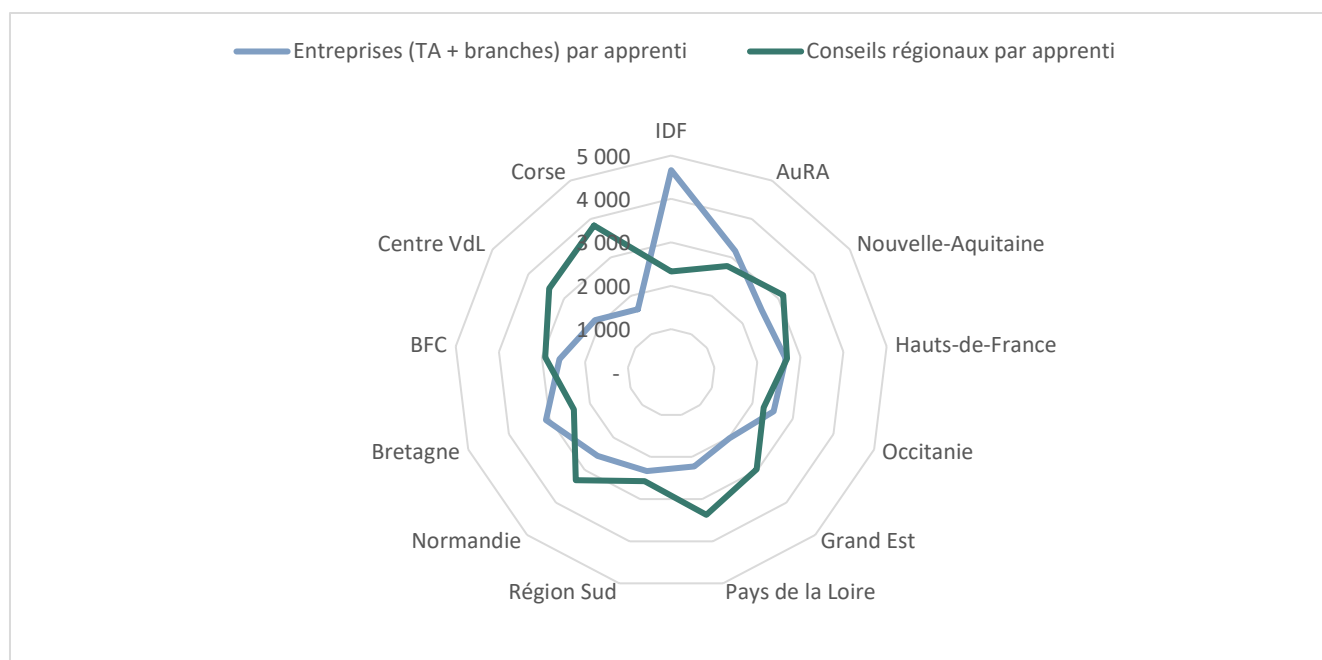
	AuRA	BFC	Bretagne	Centre VdL	Corse	Grand Est	Hauts-de-France	IDF	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	Région Sud
Taux d'évolution 2016-17	2%	3%	5%	7%	12%	7%	-4%	0%	3%	-0,6%	5%	-0,8%	3%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Les Conseils régionaux et les entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches) contribuent à 81,2% aux ressources de fonctionnement. Dans le système en vigueur en 2017, les régions versent des subventions aux CFA selon le principe d'équilibre budgétaire, en fonction des ressources financières réellement perçues par le CFA. Ainsi, les contributions des Conseils régionaux ont tendance à être d'autant plus fortes que les contributions des entreprises sont faibles, et réciproquement.

Les situations sont très différentes selon les régions. En Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Bretagne et Occitanie, les fonds apportés par les entreprises aux CFA, par apprenti, sont en moyenne plus importants que ceux des Conseils régionaux (figure 34). La région francilienne se démarque par une participation particulièrement importante des entreprises (4 664€ par apprenti contre 2 332€ pour les autres régions), qui s'explique par le dynamisme économique du territoire.

Figure 34 - Ressources de fonctionnement des CFA issues des entreprises et des régions, rapportées au nombre d'apprentis, en 2017 (en €)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

b. Financement des investissements des CFA¹

En 2017, les ressources de CFA affectées aux investissements s'élèvent à 441 millions d'euros. Ce montant est en augmentation de +66% par rapport à 2016, témoignant d'un effort particulier des CFA en faveur de l'investissement. Elles proviennent de différentes origines, comme le détaille la figure 35 :

Figure 35 - Origines des ressources affectées à l'investissement (en millions d'euros et %)

	2014		2015		2016		2017		Taux d'évolution 2016/17
	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	Montant	Part	
Régions	121	52%	102	40%	105	40%	214	49%	104%
Taxe d'apprentissage	38	16%	44	17%	63	24%	102	23%	61%
Participation des branches	13	6%	16	6%	19	7%	27	6%	42%
Organismes gestionnaires	32	14%	23	9%	21	8%	30	7%	43%
Etat	5	2%	14	5%	9,5	4%	13	3%	37%
Autres collectivités	9	4%	22	9%	10	4%	3	1%	-70%
Autres ressources	13	6%	36	14%	37,5	14%	52	12%	39%
TOTAL	231	100 %	257	100 %	265	100 %	441	100 %	66%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

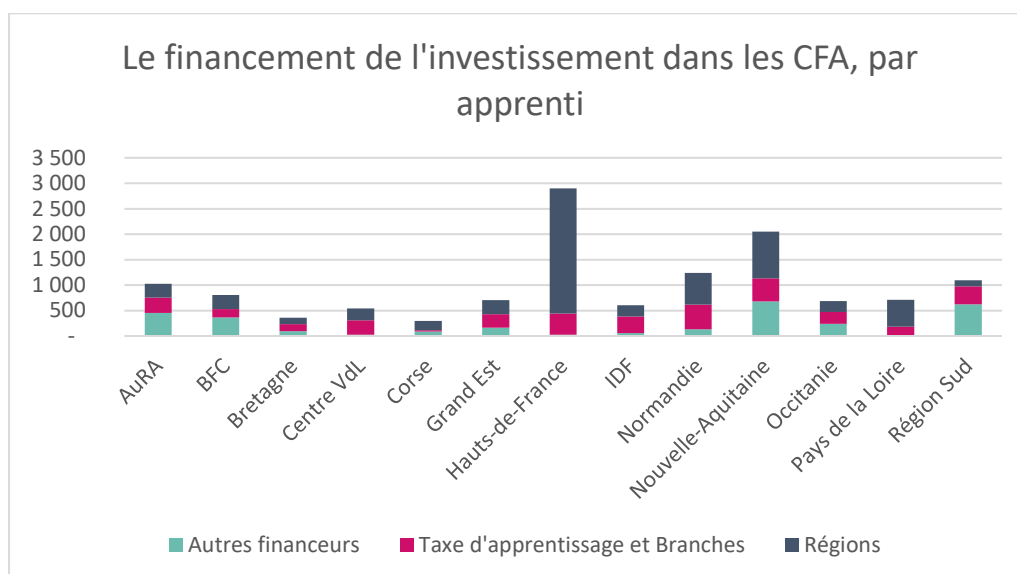
La participation des régions aux ressources d'investissement double entre 2016 et 2017, passant de 105 millions à 214 millions d'euros (soit +104%). Par ailleurs, le recours à la taxe d'apprentissage pour financer l'investissement augmente de 61%. A noter que le montant des investissements consacrés chaque année présentent de fait un caractère irrégulier, en raison de leur nature (notamment pour les opérations immobilières...).

Par ailleurs, les comptes des CFA ne permettent pas de retracer l'intégralité de leurs investissements puisque la gestion du patrimoine est souvent réalisée par les organismes gestionnaires ou des structures juridiques spécifiques (foyers de jeunes travailleurs...). De plus, les investissements réalisés dans les lycées professionnels par les Conseils régionaux peuvent bénéficier aux CFA sans être retracés dans les subventions régionales des CFA. Les chiffres présentés en figure 36 ne sont donc qu'un aperçu partiel des ressources d'investissements des CFA.

Le montant moyen par apprenti des ressources d'investissement s'élève à 1 001€ en 2017 sur la France métropolitaine (656€ en 2016). Selon les régions, on constate des situations différentes concernant la provenance de ces ressources (figure 36). A noter pour la région Hauts-de-France, un montant moyen des ressources d'investissement particulièrement élevé en raison de la valorisation d'une importante opération immobilière de la part d'un CFA.

¹ Annexe 2 : tableaux 11 à 23

Figure 36 - Origines des ressources d'investissement des CFA, par apprenti et par régions (en €)



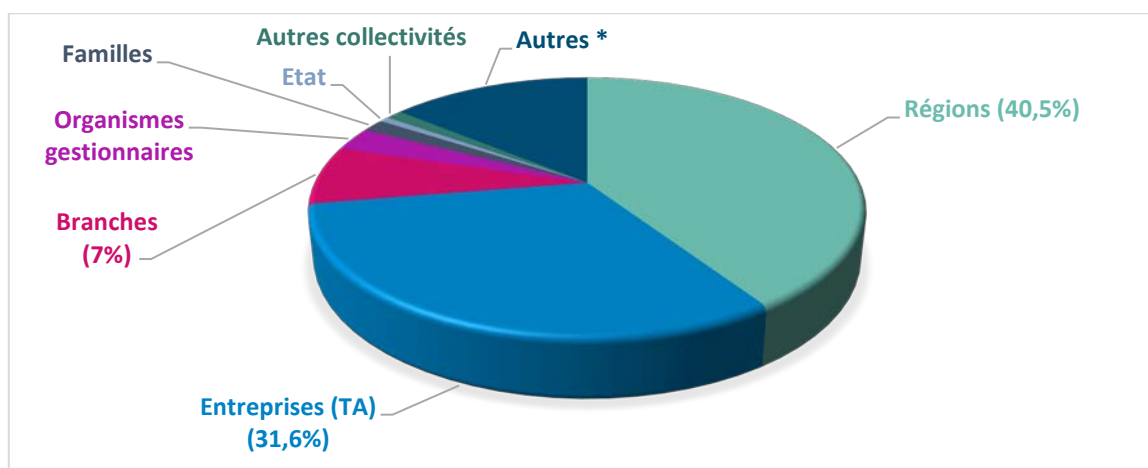
Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

3. Ressources des CFA selon leur provenance

Les grandes tendances qui se dégagent pour l'année 2017 sont les suivantes :

- Les ressources des CFA proviennent principalement des **Conseils régionaux** (40,5% des ressources). Le montant des contributions des régions augmente de +9% par rapport à 2016.
- Les **entreprises** sont les deuxièmes financeurs principaux des CFA et sont à l'origine de 31,6% de leurs ressources via la taxe d'apprentissage, et 7% via les fonds des branches. Les contributions des entreprises augmentent également de +9% en 2017.
- La participation des **organismes gestionnaires** représente 3% des ressources des CFA et augmente de 28% par rapport à 2016. Cette forte évolution est néanmoins à nuancer par le fait que les contributions des organismes gestionnaires avaient chuté en 2016.
- Les **familles** des apprentis apportent 2% des ressources aux CFA, principalement pour le THR. Leur contribution augmente de 4% par rapport à 2016.

Figure 37 - Origine des ressources des CFA en 2017 (en %)



3.1 Ressources provenant des Conseils régionaux¹

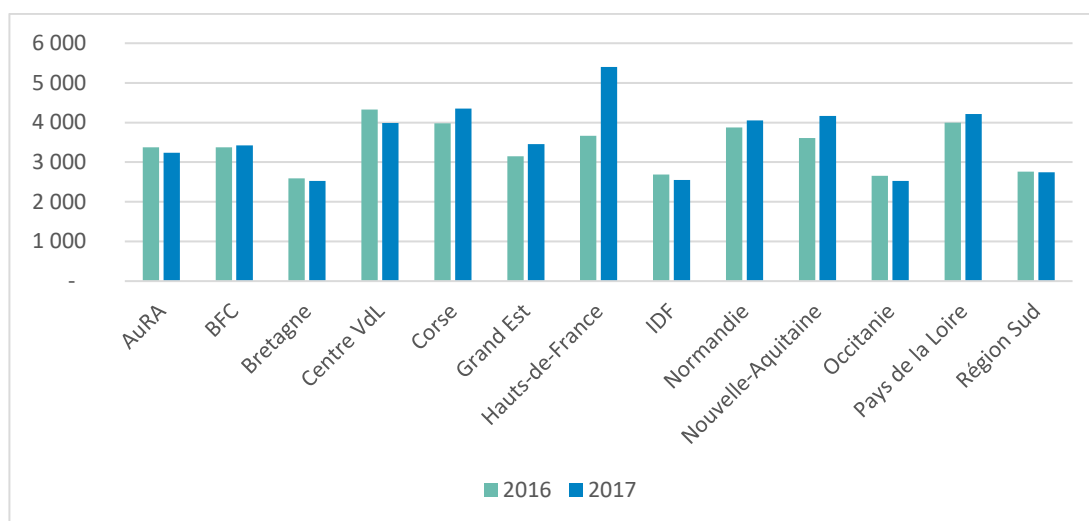
En 2017, les Conseils régionaux sont les premiers financeurs des CFA et contribuent à hauteur de 40,5% de leurs ressources pour un montant de 1,423 milliard d'euros. La participation des régions au financement des CFA est en nette progression (+8% par rapport à 2016) alors qu'elle était relativement stable durant les quatre dernières années (-1,2% en 2016).

A noter que cette augmentation des ressources issues des Conseils régionaux a été entièrement imputée à l'investissement : en 2017, le montant des contributions des régions aux ressources d'investissement des CFA a doublé, passant de 105 millions d'euros en 2016 à 214 millions d'euros.

En rapportant le montant des contributions des régions au nombre d'apprentis, on observe une moyenne nationale de 3 588€ par jeune (3 388€ en 2016). Ces montants sont variables selon les territoires (figure 38).

¹ Annexe 2 : tableau 14

Figure 38 - Contributions des régions aux ressources CFA, rapportées au nombre d'apprentis, en 2016 et 2017 (en €)



3.2 Ressources provenant des entreprises¹

Les entreprises sont les seconds principaux financeurs des CFA et apportent 39% des ressources, pour un montant total de 1,365 milliards d'euros. Ces contributions s'opèrent via :

- la taxe d'apprentissage, pour 1,111 milliards d'euros (32% des ressources totales des CFA) ;
- les fonds issus des branches, pour 254 millions d'euros (7% des ressources).

a. Taxe d'apprentissage reçue et consommée

Il convient de distinguer d'une part la taxe d'apprentissage consommée par les CFA (1,111 Md €) et le montant de la taxe reçue par les CFA (1,125 Md€ selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*). Le différentiel est appelé « reliquat de taxe ».

- Taxe d'apprentissage reçue par les CFA

En 2017, les CFA ont reçu un montant de 1,125 Md€ selon l'enquête *Comptes de l'apprentissage* (figure 39). Ce montant reste stable par rapport à 2016 (+ 0,1%). Etant donné que le nombre d'apprentis augmente de +2,7% sur la même période, on constate une diminution du montant moyen de taxe reçue par apprenti (-2,6%).

¹ Annexe 2 : tableaux 12, 24 et 25

Figure 39 - Montants reçus par les CFA et moyenne par apprenti, selon l'enquête Comptes de l'apprentissage 2017

	2014	2015	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Taxe d'apprentissage reçue (en M€)	978	1 064	1 124	1 125	0,1%
Taxe d'apprentissage reçue par apprenti (en €)	2 358 €	2 630 €	2 778 €	2 706 €	-2,6%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

A noter qu'on constate un décalage avec les données issues du Jaune budgétaire « Formation professionnelle » 2019, puisque celles-ci font état d'un montant de 1,243 Md€ (figure 40). De la même manière que les années précédentes, cette différence peut s'expliquer par des décalages dans le temps des sommes perçues, ou encore une comptabilisation erronée de la CSA par les CFA.

Figure 40 - Montants versés aux CFA selon le Jaune budgétaire Formation professionnelle 2019 (en millions d'euros)

	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
Quota	793	823	4%
Hors quota	156	158	1%
CSA	264	262	-1%
Total	1 213	1 243	3%

Source : Jaune budgétaire « Formation professionnelle » 2019

- Taxe d'apprentissage consommée par les CFA

Le montant de la taxe consommée par les CFA en 2017 s'élève à 1,111 Md€ selon l'enquête Comptes de l'apprentissage, soit +8,8% par rapport à 2016. Depuis 2012, ce montant est en progression régulière. La moyenne de la taxe consommée rapportée au nombre d'apprenti augmente de +6%.

- Reliquat de la taxe d'apprentissage

Le « reliquat de taxe » est la différence entre le montant de taxe reçu et le montant consommé. Il se reporte d'une année sur l'autre : le reliquat constaté en n sera disponible pour l'année n+1 et constituera une part de la « taxe disponible ».

- . Reliquat n-1 = somme des reliquats précédents
- . Reliquat n = TA reçue – TA consommée
- . Reliquat n+1 = TA disponible en n – TA consommée en n

La « taxe disponible » se compose du montant de la taxe reçue en n et du reliquat de l'année précédente (n-1).

Les montants de taxe reçue entre 2016 et 2017 sont quasiment identiques, mais la taxe consommée augmente en 2017 (+8,8%). Ainsi, le reliquat de l'année 2017 s'élève à 14 millions d'euros. Le montant du reliquat à reporter en 2018 s'établit à 451 millions d'euros (figure 41).

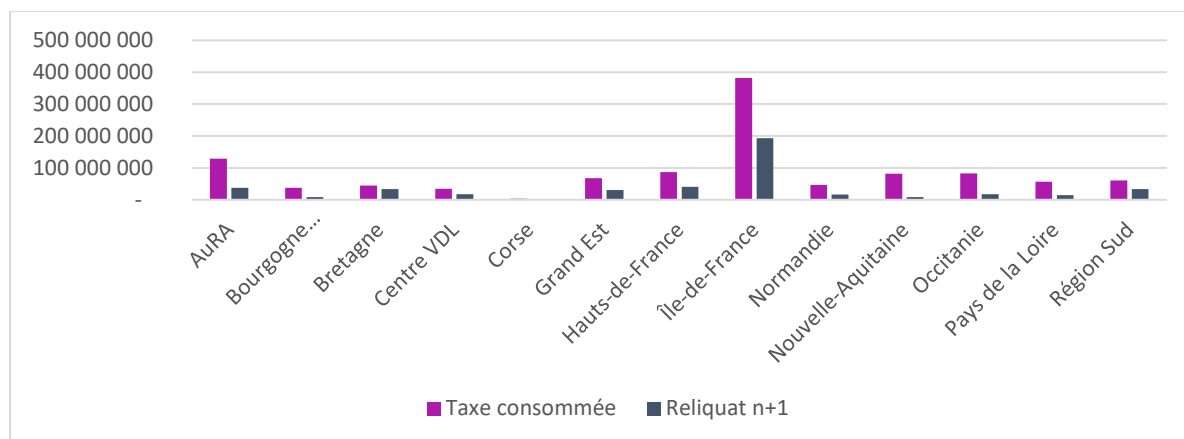
Figure 41 - Taxe d'apprentissage et reliquats en 2016 et 2017 (en millions d'euros)

	2016	2017	Taux d'évolution 2016/17
TA reçue par les CFA	1 124	1 125	0%
Reliquat n-1	329,5	437,5	33%
Reliquat n	104,5	14	-87%
Reliquat n+1	434	451	4%
TA disponible	1 454	1 563	7%
TA consommée	1 019,8	1 111	9%
<i>pour le fonctionnement</i>	954,7	1 008	6%
<i>pour l'investissement</i>	62,8	102	62%
<i>pour le THR</i>	2,3	1,6	-32%
Taxe reçue par apprenti	2 778	2 706	-3%
Taxe disponible par apprenti	3 593	3 759	5%
Taxe consommée par apprenti	2 520	2 672	6%

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

La figure 42 permet d'observer, par régions, le montant de taxe d'apprentissage consommée par les CFA en 2017 et le reliquat à reporter en 2018.

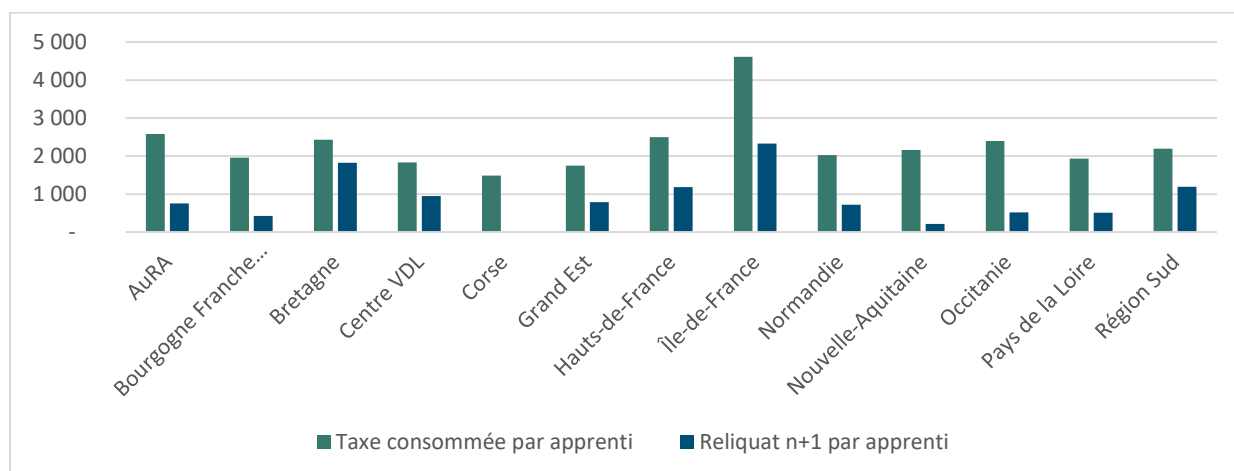
Figure 42 - Montants de taxe consommée et reliquat à reporter en 2018 par régions (en euros)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

La figure 43 permet d'analyser les mêmes données, mais selon les montants moyens par apprenti :

Figure 43 - Montants par apprentis de taxe consommée et reliquat à reporter en 2018 par régions (en euros)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

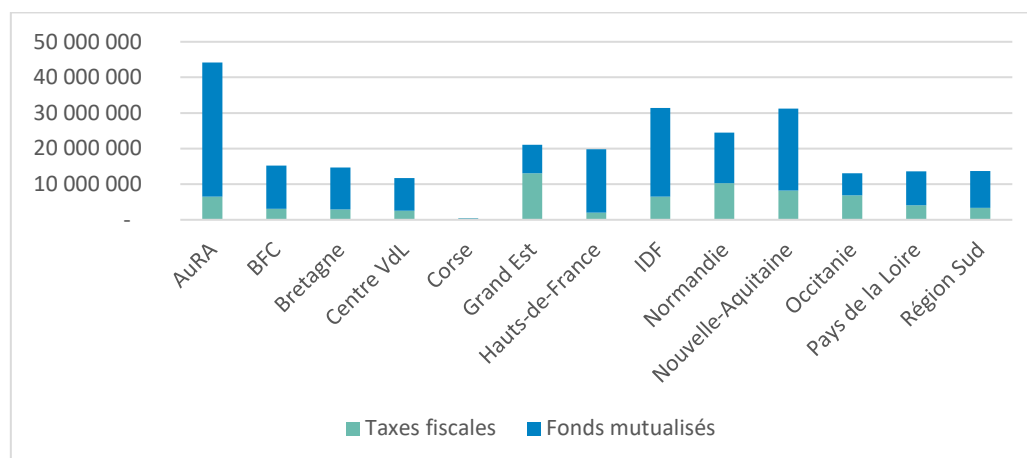
b. Ressources provenant des branches professionnelles

Les CFA reçoivent également des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisations professionnelles de la part des branches et des OPCA, pour un montant de 254,3 millions d'euros :

- de transfert de fonds de la professionnalisation, pour 184,5 millions d'euros
- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage, issues des secteurs de la réparation automobile (ANFA), du transport-logistique (AFT) et de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), pour 69,8 millions d'euros.

Le montant des ressources des CFA issues des branches professionnelles diffère selon les régions : leur montant atteint 44 millions d'euros en Auvergne-Rhône-Alpes, tandis qu'il s'élève autour de 13 millions d'euros en Occitanie, Pays-de-la-Loire ou Région Sud (figure 44).

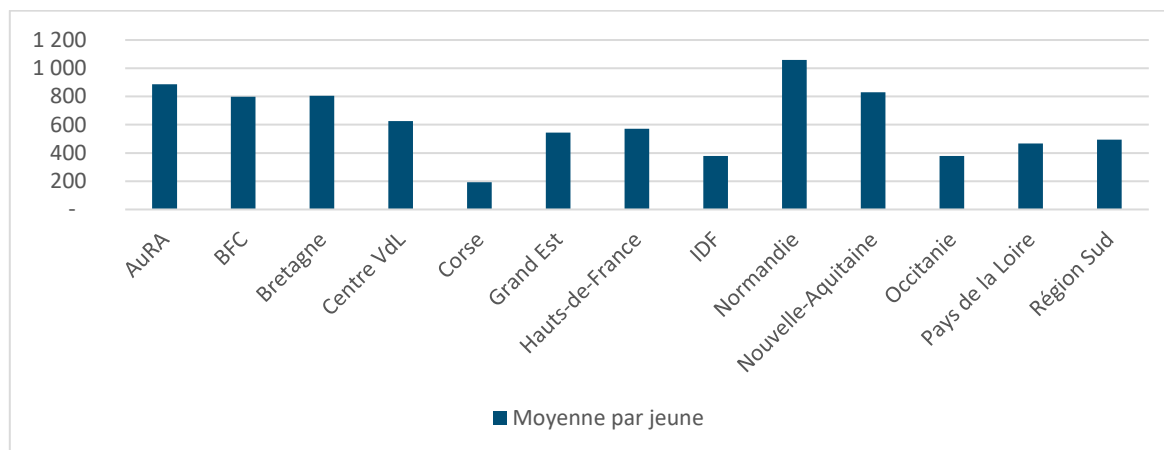
Figure 44 - Montants des ressources des CFA issues des branches, par nature en 2017 (en €)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Les disparités régionales subsistent si l'on rapporte ces montants au nombre d'apprentis. C'est en Normandie que les ressources issues des branches, par jeune, sont les plus importantes, avec 1 059€ par apprenti (figure 45).

Figure 45 - Ressources des CFA issues des branches, rapportées au nombre d'apprenti en 2017 (en €)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

3.3 Autres contributions¹

Outre l'apport des deux principaux contributeurs, à savoir les Conseils régionaux et les entreprises, d'autres acteurs participent au financement des CFA. Les **organismes gestionnaires** apportent 101,8 millions d'euros (3% des ressources globales). Les **ventes et prestations de services** représentent 3,9% des ressources (135M€). Elles peuvent concerner les prestations de coiffure, vente de chocolats, activités de restauration, etc. Le montant de l'apport des **familles** que l'on est en mesure de retracer via les comptes des CFA s'élève à 55,7 millions d'euros (1,6% des ressources), principalement pour financer les services de THR.

Outre la gestion de quelques CFA nationaux, l'**Etat** peut participer au fonctionnement de certains CFA en conventions avec les Conseils régionaux. Cela représente 23,5 millions d'euros (1%). Les contributions des **autres collectivités territoriales** s'élèvent à 39,7 millions d'euros (1%).

Par ailleurs, on identifie dans les comptes des CFA des **ressources de contrepartie financière** pour 206,4 millions d'euros. Enfin, d'**autres ressources non spécifiées** sont indiquées par les CFA, pour 159 millions d'euros (4,5% des ressources).

¹ Annexe 2 : tableaux 13 et de 16 à 23

4. Aides aux jeunes versées par les Conseils régionaux¹

4.1 Aides pour le transport, hébergement, restauration (THR)

En 2017, les frais de transport, d'hébergement et de restauration (THR) des apprentis représentent un montant de 147,5 millions d'euros, soit 4,2 % des charges des CFA. Les ressources pour ce poste s'élèvent à 134,5 millions d'euros, répartis comme ci-dessous (figure 46).

Figure 46 - Origine des ressources affectées au THR entre 2014 et 2017 (en M€)

	2014	2015	2016	2017
Régions	67	62	58	57
Familles	48	47	49	45
Taxe d'apprentissage	3	3	2	1,5
Vente et prestations	16	16	14,5	18
Autres	14	12	11	11,5
TOTAL - Ressources THR	148	140	134,5	133

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Les Conseils régionaux et les familles sont donc les principaux contributeurs aux ressources de THR, avec respectivement 57 et 45 millions d'euros. Il convient également d'ajouter les aides que les régions peuvent être amenées à verser directement aux apprentis, et non par l'intermédiaire des CFA, pour un montant de 35 millions d'euros. Au total, elles versent donc 92 millions d'euros d'aides directes et indirectes pour le THR.

Par ailleurs, certains CFA affectent au THR des ressources issues des ventes et prestations de services (commensaux). Le montant de ces ressources s'élève à 18 millions d'euros.

4.2 Autres aides

Si les aides relatives au THR représentent près de 80% des aides attribuées en 2017 par les Conseils régionaux, d'autres sont également versées par celles-ci, soit directement aux apprentis, soit par l'intermédiaire des CFA. Ces aides concernent notamment le premier équipement des apprentis, pour 15M€ (soit +12% par rapport à 2016), ou encore la mobilité européenne, pour 4,3M€ (+30%) (figure 47). En moyenne en 2017, le montant total de ces aides évolue de +1% en comparaison de l'année passée.

¹ Annexe 2 : tableaux 29 et 30

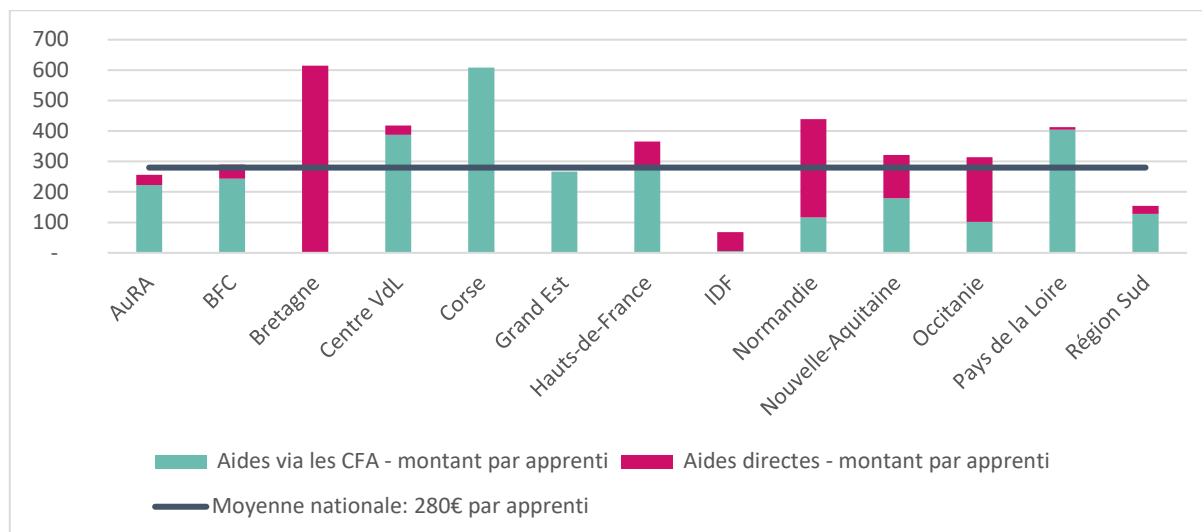
Figure 47 - Montants des aides attribuées aux apprentis par les Conseils régionaux en 2017 (en milliers d'euros)

	Aides via les CFA	Aides directes	TOTAL
THR	56 463	35 435	91 898
Premier équipement	9 197	6 256	15 453
Fournitures scolaires	81	98	179
Mobilité européenne	4 191	199	4 390
Fonds d'aides sociales	1 819	49	1 868
Aides au permis B	-	815	815
Aides aux personnes handicapées	805	-	805
Carte nationale d'apprenti	86	-	86
Ordinateurs	-	435	435
Chèques culture	-	289	289
Autres Aides	6	215	221
TOTAL	72 648	43 791	116 439

Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

En moyenne, un apprenti reçoit 280€ d'aides de la part des Conseils régionaux (directes et indirectes, THR compris). Ce montant varie fortement selon les régions, allant de 68€ par apprenti en Ile-de-France, à 615€ en Bretagne. On constate également que certaines régions privilégient les aides directes (Bretagne, Normandie...), et d'autres les aides indirectes (Centre, Grand Est, Pays-de-la-Loire...) (figure 48).

Figure 48 - Montants des aides attribuées par les régions, par apprenti, selon leur nature (en €)



Source : Enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage

Les comptes en T présentent les flux financiers qui caractérisent le système de financement de l'apprentissage en 2017. Ils sont de plusieurs types :

- Les **flux « intermédiaires »** sont les flux qui transitent d'un acteur à un autre, mais qui seront retransférés par la suite. On peut citer par exemple la prime d'apprentissage, versée par l'Etat aux Conseils régionaux, et redistribuée ensuite par ces derniers aux employeurs d'apprentis.
- Les **flux « finaux »** sont les flux qui s'effectuent par le dernier financeur de la chaîne de financement.

ETAT

en millions
d'euros

	Ressources	Emplois	
		<i>Transferts aux Régions</i>	
Cas FNDMA: (fraction régionale)	1 612		Cas FNDMA:
		1 394	Répartition vers les Régions (programme 787)
		241	Péréquation vers les Régions (programme 790)
			Budget général:
		150	Part de la TICPE affectée aux Régions pour l'apprentissage
		327	Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire (versées aux régions)
		24	Contributions aux ressources des CFA (selon enquête <i>Comptes de l'apprentissage</i> , France compétences)
			Dépenses fiscales et sociales:
		<i>Soutien aux entreprises</i>	
		1 274	Compensation des exonérations de cotisations sociales
		211	Crédit d'impôt apprentissage
		198	Aides TPE - Jeunes apprentis
		4	"Bonus apprentissage"
		<i>Soutien aux apprentis et leurs familles</i>	
		450	Exonération de l'impôt sur le revenu
		49	Aide financière pour les jeunes apprentis
Non-recette	2 710		
	4 322	4 322	

REGIONS

En millions d'euros

	Ressources	Emplois
		1 153 Subvention aux CFA pour le fonctionnement
		214 pour les investissements
<i>Fraction régionale :</i>		57 pour le THR
Répartition vers les Régions (programme 787)	1 394	44 Aides directes aux apprentis
Péréquation vers les Régions (programme 790)	241	226 Primes versées aux Employeurs (153 M€ versés par les régions au titre de la prime régionale à l'apprentissage et 73M€ au titre de l' aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire)
<i>Transferts de l'Etat aux régions :</i>		Autres dépenses liées à l'apprentissage (calculé par différence avec les données issues de l'Enquête annuelle auprès des régions de la DARES)
(au titre de la prime régionale à l'apprentissage pour 230,81M€ et de l'aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire pour 95,71M€)	327	38
Part de la TICPE affectée aux régions pour l'apprentissage	150	380 Autres dépenses des régions
	2 112	2 112

ENTREPRISES ASSUJETTIES

En millions d'euros

	Ressources	Emplois
		3 098 Taxe d'apprentissage collectée <i>1 612 dont fraction régionale</i> <i>840 dont quota</i> <i>646 dont hors-quota</i>
		262 CSA
		184 Fonds mutualisés de la professionnalisation
		70 Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)
<i>Budget des entreprises</i>	3 614	
	3 614	3 614

EMPLOYEURS D'APPRENTIS

en millions d'euros

	Ressources	Emplois	
Prime à l'apprentissage et aide au recrutement d'un apprenti supplémentaire	226		
Aides TPE - Jeunes apprentis	198	4 283	Rémunération des apprentis (estimation)
Crédit d'impôt apprentissage	211		
"Bonus apprentissage"	4		
Budget entreprises	3 644		
	4 283	4 283	
<i>Exonération de cotisations salariales et patronales</i>	1 274		

APPRENTIS

en millions d'euros

	Ressources	Emplois	
Rémunérations des apprentis (estimation)	4 283		
Aides directes des Conseils régionaux	44	55	Participation des familles (frais de transport, hébergement, restauration...)
Exonération de l'impôt sur le revenu	450		
Aide financière pour les jeunes apprentis	49	4 771	Autres emplois des ménages
	4 826	4 826	

**ORGANISMES DE FORMATION
(CFA)**

en millions d'euros

	Ressources	Emplois	
Subventions des Conseils régionaux (fonctionnement et investissement)	1 367	2 895	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	57	148	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage et CSA)	1 111	454	Charges d'investissement
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	254	14	Solde créditeur (excédent)
Organismes gestionnaires	102		
Participation des familles	55		
Subvention Etat	24		
Ventes de produits fabriqués et prestation de service	135		
Contributions d'autres collectivités	40		
Contreparties comptables	207		
Autres ressources	159		
	3 511	3 511	

Annexe 2 : Tableaux régionaux (résultats issus de l'enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences)

Tableau 1 – Effectifs d'apprentis en 2017, par niveaux de formation et par région

Tableau 2 – Effectifs d'apprentis en 2016 et 2017, par région

Tableau 3 – Effectifs d'apprentis en 2016 et 2017 par région, selon la nature de l'organisme gestionnaire

Tableau 4 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle entre 2015 et 2017

Tableau 5 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle en 2017, par niveau de formation et par région

Tableau 6 – Effectifs d'apprentis par domaine d'activités et par région, en 2017

Tableau 7 – Effectifs d'apprentis, par sexe et par région, en 2004, 2016 et 2017

Tableau 8 – Ressources totales des CFA en 2017, selon leur provenance et par région

Tableau 9 – Ressources des CFA consacrées au fonctionnement, en 2017, par région

Tableau 10 – Ressources des CFA consacrées au THR, en 2017, par région

Tableau 11 – Ressources des CFA consacrées à l'investissement, en 2017, par région

Tableau 12 – Contributions des branches professionnelles au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses

Tableau 13 – Contributions des organismes gestionnaires au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses

Tableau 14 - Contributions des Conseils régionaux au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses

Tableau 15 – Contributions de l'Etat au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses

Tableau 16 – Contributions des autres collectivités au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses

Tableau 17 – Vente et prestations de service des CFA en 2017, par région

Tableau 18 – Contributions des familles au financement des CFA en 2017, par région

Tableau 19 – Quote-part de subvention virée au compte de résultat en 2017, par région

Tableau 20 – Reprise sur amortissement et provisions en 2017, par région

Tableau 21 – Transferts de charges en 2017, par région

Tableau 22 – Produits financiers en 2017, par région

Tableau 23 – Autres ressources consacrées au financement des CFA en 2017, par région

Tableau 24 – Taxe d'apprentissage (reçue et consommée) et reliquats en 2017

Tableau 25 – Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA entre 2004 et 2017, par régions

Tableau 26 – Charges de fonctionnement et de THR des CFA en 2017, par région

Tableau 27 – Charges de personnel des CFA en 2017, par région

Tableau 28 – Charges d'investissement des CFA en 2017, par région

Tableau 29 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2017 : aides directes

Tableau 30 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2017 : aides indirectes versées via les CFA

Tableau 1 – Effectifs d'apprentis en 2017, par niveaux de formation et par région (effectifs pondérés)

	Effectifs pondérés 2017						TOTAL - Apprentis	TOTAL - Apprentis + pré- apprentissage
	Niveau VI = Préapprentissage	Niveau V	Niveau IV	Niveau III	Niveau II	Niveau I		
Auvergne-Rhône-Alpes	541	19 610	13 247	9 319	2 768	4 268	49 212	49 753
Bourgogne-Franche-Comté	318	8 406	4 944	3 702	686	1 003	18 742	19 060
Bretagne	159	8 214	4 966	2 562	718	1 573	18 033	18 192
Centre-Val-de-Loire	287	7 981	4 579	3 666	949	1 231	18 406	18 693
Corse	-	1 065	332	339	127	127	1 990	1 990
Grand Est	731	15 429	9 135	7 271	2 522	3 484	37 842	38 573
Hauts-de-France	377	13 185	8 016	7 330	1 210	4 411	34 153	34 530
Ile-de-France	788	16 055	15 484	18 022	11 199	21 251	82 011	82 799
Normandie	166	10 840	5 810	3 323	797	2 159	22 930	23 096
Nouvelle-Aquitaine	667	16 581	9 061	6 134	1 906	3 257	36 940	37 607
Occitanie	467	15 025	6 998	5 784	1 901	4 420	34 127	34 595
Pays-de-la-Loire	387	11 688	8 871	5 191	1 284	1 769	28 802	29 189
Région Sud	-	12 991	6 988	4 157	1 190	2 361	27 687	27 687
France métropolitaine	4 889	157 072	98 432	76 801	27 257	51 313	410 875	415 764
Guadeloupe	42	831	231	426	146	29	1 664	1 706
Guyane	-	285	47	179	68	-	579	579
La Réunion	-	2 290	1 066	925	238	107	4 627	4 627
Martinique	51	391	452	344	149	10	1 347	1 398
Mayotte	-	189	41	-	-	-	230	230
Outre Mer	93	3 987	1 837	1 875	602	146	8 447	8 540
TOTAL	4 982	161 059	100 269	78 676	27 859	51 459	419 322	424 304

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 2 – Effectifs d'apprentis en 2016 et 2017, par région (au 31/12 et effectifs pondérés)

	au 31/12/2016			2017 (effectifs pondérés)			au 31/12/2017		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	526	48 589	49 115	541	49 212	49 753	564	50 147	50 711
Bourgogne-Franche-Comté	350	18 494	18 844	318	18 742	19 060	271	19 113	19 384
Bretagne	161	17 746	17 907	159	18 033	18 192	156	18 464	18 620
Centre-Val de Loire	307	18 176	18 483	287	18 406	18 693	256	18 751	19 007
Corse	-	1 996	1 996	-	1 990	1 990	-	1 981	1 981
Grand Est	742	37 434	38 176	731	37 842	38 573	715	38 453	39 168
Hauts-de-France	395	33 237	33 632	377	34 153	34 530	351	35 527	35 878
Île-de-France	793	80 221	81 014	788	82 011	82 799	780	84 696	85 476
Normandie	160	22 578	22 738	166	22 930	23 096	175	23 457	23 632
Nouvelle-Aquitaine	698	36 150	36 848	667	36 940	37 607	620	38 126	38 746
Occitanie	499	33 474	33 973	467	34 127	34 595	420	35 107	35 527
Pays de la Loire	369	28 075	28 444	387	28 802	29 189	414	29 893	30 307
Région Sud	-	27 636	27 636	-	27 687	27 687	-	27 764	27 764
France Métropolitaine	5 000	403 806	408 806	4 889	410 875	415 764	4 722	421 479	426 201
Guadeloupe	48	1 707	1 755	42	1 664	1 706	33	1 600	1 633
Guyane	-	565	565	-	579	579	-	600	600
La Réunion	-	4 630	4 630	-	4 627	4 627	-	4 623	4 623
Martinique	49	1 327	1 376	51	1 347	1 398	55	1 376	1 431
Mayotte	-	231	231	-	230	230	-	228	228
Outre Mer	97	8 460	8 557	93	8 447	8 540	88	8 427	8 515
TOTAL	5 097	412 266	417 363	4 982	419 322	424 304	4 810	429 906	434 716

Source : Enquête SIFA DEPP

Tableau 3 – Effectifs d'apprentis en 2016 et 2017 par région, selon la nature de l'organisme gestionnaire (au 31/12)

	au 31/12/2016				au 31/12/2017			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	5 694	3 580	39 315	48 589	6 718	3 675	39 754	50 147
Bourgogne-Franche-Comté	4 146	2 035	12 313	18 494	4 258	2 137	12 718	19 113
Bretagne	2 145	8 699	6 916	17 760	2 944	8 850	6 689	18 483
Centre-Val de Loire	4 334	4 959	8 883	18 176	3 103	5 011	10 637	18 751
Corse	381	949	666	1 996	577	777	627	1 981
Grand Est	13 977	7 358	16 099	37 434	15 093	7 520	15 840	38 453
Hauts-de-France	6 371	8 894	17 972	33 237	7 407	8 643	19 477	35 527
Île-de-France	4 201	16 877	59 341	80 419	4 712	17 254	62 964	84 930
Normandie	4 357	7 363	10 720	22 440	4 796	7 550	10 972	23 318
Nouvelle-Aquitaine	9 954	12 891	13 519	36 364	12 013	12 949	13 280	38 242
Occitanie	7 066	12 179	13 959	33 204	7 945	12 986	13 966	34 897
Pays de la Loire	4 560	10 754	12 747	28 061	5 188	10 451	14 235	29 874
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7 217	7 790	12 625	27 632	7 122	7 836	12 805	27 763
France Métropolitaine	74 403	104 328	225 075	403 806	81 876	105 639	233 964	421 479
Guadeloupe	326	862	519	1 707	309	808	483	1 600
Guyane	177	388	0	565	200	400	0	600
Martinique	75	988	264	1 327	61	1 086	229	1 376
Mayotte	231	0	0	231	228	0	0	228
Réunion	583	3 841	206	4 630	538	3 868	217	4 623
Outre Mer	1 392	6 079	989	8 460	1 336	6 162	929	8 427
TOTAL	75 795	110 407	226 064	412 266	83 212	111 801	234 893	429 906

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 4 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle entre 2015 et 2017 (au 31/12)

	2015	2016	2017	Evolution 2015-16	Evolution 2016-17
V					
Apprentis	159 610	159 998	162 650	0,2%	1,7%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	141 743	139 804	137 074	-1,4%	-2,0%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	301 353	299 802	299 724	-0,5%	0,0%
Poids de l'apprentissage	53,0%	53,4%	54,3%		
IV					
Apprentis	101 582	99 814	100 952	-1,7%	1,1%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	617 343	618 221	611 804	0,1%	-1,0%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	718 925	718 035	712 756	-0,1%	-0,7%
Poids de l'apprentissage	14,1%	13,9%	14,2%		
Total enseignement secondaire (V & IV)					
Apprentis	261 192	259 812	263 602	-0,5%	1,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	759 086	758 025	748 878	-0,1%	-1,2%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	1 020 278	1 017 837	1 012 480	-0,2%	-0,5%
Poids de l'apprentissage	25,6%	25,5%	26%		
Enseignement supérieur (III, II & I)					
Apprentis (total niveau III, II & I)	144 013	152 454	166 304	5,9%	9,1%
TOTAL - Jeunes en formation professionnelle initiale	2 560 667	2 609 700	2 680 391	1,9%	2,7%
Poids de l'apprentissage	5,6%	5,8%	6,2%		

Source : Enquête SIFA -DEPP - SIES

Nota bene – Sont désignés par « *Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire* » :

- pour le niveau V : les élèves des établissements du second degré publics et privés préparant un CAP, une mention complémentaire ou autre diplôme de ce niveau ;
- pour le niveau IV : les élèves préparant un baccalauréat professionnel, un brevet des métiers d'arts ou un autre diplôme de ce niveau.

Tableau 5 – Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle en 2017, par niveau de formation et par région (effectifs au 31/12)

	V				IV				Total enseignement secondaire (V & IV)				Enseignement supérieur (III, II & I)		
	Apprentis	Jeunes en formation prof. (statut scolaire)	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation prof. (statut scolaire)	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis	Jeunes en formation prof. (statut scolaire)	Jeunes en formation prof. initiale	Poids de l'apprentissage	Apprentis (total niveau III, II & I)	Effectifs Ens. sup.	Poids de l'apprentissage
Aura	19 722	16 649	36 371	54%	13 272	68 400	81 672	16%	32 994	85 049	118 043	28%	17 153	338 524	5%
BFC	8 521	5 416	13 937	61%	4 997	26 532	31 529	16%	13 518	31 948	45 466	30%	5 595	80 296	7%
Bretagne	8 237	6 366	14 603	56%	5 054	33 339	38 393	13%	13 291	39 705	52 996	25%	5 173	126 924	4%
Centre VdL	8 082	4 049	12 131	67%	4 574	23 250	27 824	16%	12 656	27 299	39 955	32%	6 095	64 794	9%
Corse	1 042	487	1 529	68%	305	2 115	2 420	13%	1 347	2 602	3 949	34%	634	5 551	11%
Grand Est	15 555	10 387	25 942	60%	9 046	51 010	60 056	15%	24 601	61 397	85 998	29%	13 852	209 313	7%
Hauts-de-France	13 525	16 621	30 146	45%	8 163	66 858	75 021	11%	21 688	83 479	105 167	21%	13 839	229 541	6%
Île-de-France	16 257	18 071	34 328	47%	15 530	95 384	110 914	14%	31 787	113 455	145 242	22%	52 909	706 842	7%
Normandie	10 939	7 113	18 052	61%	5 855	32 487	38 342	15%	16 794	39 600	56 394	30%	6 663	104 497	6%
Nouvelle-Aquitaine	16 855	11 145	28 000	60%	9 248	52 231	61 479	15%	26 103	63 376	89 479	29%	12 023	208 441	6%
Occitanie	15 021	10 125	25 146	60%	7 161	52 225	59 386	12%	22 182	62 350	84 532	26%	12 925	252 901	5%
Pays de la Loire	12 096	8 130	20 226	60%	9 124	35 999	45 123	20%	21 220	44 129	65 349	32%	8 673	135 003	6%
Région Sud	12 916	10 441	23 357	55%	6 809	41 297	48 106	14%	19 725	51 738	71 463	28%	8 039	172 191	5%
France Métropolitaine	158 768	125 000	283 768	56%	99 138	581 127	680 265	15%	257 906	706 127	964 033	27%	163 573	2 634 818	6%
GUADELOUPE	803	1 646	2 449	33%	217	6 115	6 332	3%	1 020	7 761	8 781	12%	580	9 614	6%
GUYANE	262	2 636	2 898	9%	58	4 518	4 576	1%	320	7 154	7 474	4%	280	4 250	7%
LA-REUNION	335	1 342	1 677	20%	432	4 789	5 221	8%	767	6 131	6 898	11%	1 262	21 426	6%
MARTINIQUE	188	1 755	1 943	10%	40	3 309	3 349	1%	228	5 064	5 292	4%	609	8 628	7%
MAYOTTE	2 294	4 695	6 989	33%	1 067	11 946	13 013	8%	3 361	16 641	20 002	17%	-	1 655	0%
Outre Mer	3 882	12 074	15 956	24%	1 814	30 677	32 491	6%	5 696	42 751	48 447	12%	2 731	45 573	6%
TOTAL	162 650	137 074	299 724	54%	100 952	611 804	712 756	14%	263 602	748 878	1 012 480	26%	166 304	2 680 391	6%

Source : Enquête SIFA -DEPP - SIES

Tableau 6 – Effectifs d'apprentis par spécialités de formation¹ et par région, en 2017 (au 31/12)

	Domaines disciplinaires			Domaines de la production						Domaines des services					TOTAL
	11 - mathématiques et sciences	12 - sciences humaines et droit	13 - lettres et arts	20 - spécialités pluri-techno de la production	21 - agriculture, pêche, forêt	22 - transformations	23 - génie civil, construction, bois	24 - matériaux souples	25 - mécanique, électricité, électronique	30 - spécialités plurivalentes des services	31 - échanges et gestion	32 - communication et information	33 - services aux personnes	34 - services à la collectivité	
Auvergne-Rhône-Alpes	186	78	8	1 932	3 550	10 436	6 766	276	9 208	298	8 647	1 759	6 487	516	50 147
Bourgogne-Franche-Comté	51	20	5	386	2 364	4 206	2 077	44	3 505	45	3 289	494	2 511	116	19 113
Bretagne	21		49	359	1 493	3 972	2 884	5	3 048	26	2 908	763	2 561	394	18 483
Centre-Val de Loire	33	149		571	1 588	3 688	1 992	94	2 766	44	3 895	611	2 873	447	18 751
Corse	25	23	5	16	101	272	210	2	336	40	524	52	339	36	1 981
Grand Est	185	199	92	1 343	2 775	7 816	4 504	51	6 538	156	8 026	1 332	5 022	414	38 453
Hauts-de-France	237	128	29	1 282	3 595	6 567	4 409	95	5 586	148	6 775	1 484	4 908	284	35 527
Île-de-France	647	2 016	472	2 841	1 847	10 618	4 956	411	11 261	478	27 173	8 772	11 913	1 525	84 930
Normandie	55	57	5	744	2 291	4 901	3 276	17	3 822	46	4 590	481	3 005	28	23 318
Nouvelle-Aquitaine	88	97	44	1 116	3 421	7 678	5 419	48	6 125	166	6 872	1 400	5 279	489	38 242
Occitanie	176	126	7	550	2 624	6 269	4 079	15	5 995	97	7 772	1 284	5 346	557	34 897
Pays de la Loire	118	31	35	1 099	3 039	5 933	5 391	106	5 210	135	4 930	791	3 010	46	29 874
Région Sud	54	167	11	548	2 358	5 214	2 906	10	4 687	195	5 257	738	5 353	265	27 763
France Métropolitaine	1 876	3 091	762	12 787	31 046	77 570	48 869	1 174	68 087	1 874	90 658	19 961	58 607	5 117	421 479
Guadeloupe					50	298	238		159	14	451	84	306		1 600
Guyane	20				55	83	41		104		141	59	97		600
Martinique		50			53	177	114		254		477	56	187	8	1 376
Mayotte						47	64		36		55		26		228
Réunion				37	320	996	527	21	638	67	846	354	761	56	4 623
Outre Mer	20	50		37	478	1 601	984	21	1 191	81	1 970	553	1 377	64	8 427
TOTAL	1 896	3 141	762	12 824	31 524	79 171	49 853	1 195	69 278	1 955	92 628	20 514	59 984	5 181	429 906

Source : MENJ-MESRI-DEPP

¹ Nomenclature des spécialités de formations établie par le CNIS (décembre 1993). Le niveau de classement retenu est le niveau 17, dit des « domaines de spécialités ».

Tableau 7 – Effectifs d'apprentis, par sexe et par région, en 2004, 2016 et 2017 (au 31/12)

	au 31/12/2004				au 31/12/2016				au 31/12/2017			
	G	F	Total	Part de filles	G	F	Total	Part de filles	G	F	Total	Part de filles
Auvergne-Rhône-Alpes	29 768	11 077	40 845	27,1%	34 159	14 430	48 589	29,7%	35 361	14 786	50 147	29,5%
Bourgogne-Franche-Comté	14 061	5 611	19 672	28,5%	13 108	5 386	18 494	29,1%	13 605	5 508	19 113	28,8%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,3%	12 553	5 207	17 760	29,3%	13 113	5 370	18 483	29,1%
Centre-Val de Loire	10 758	5 143	15 901	32,3%	11 832	6 344	18 176	34,9%	12 256	6 495	18 751	34,6%
Corse	917	327	1 244	26,3%	1 213	783	1 996	39,2%	1 267	714	1 981	36,0%
Grand Est	23 834	10 667	34 501	30,9%	25 205	12 229	37 434	32,7%	25 840	12 613	38 453	32,8%
Hauts-de-France	20 322	7 430	27 752	26,8%	23 053	10 184	33 237	30,6%	24 448	11 079	35 527	31,2%
Île-de-France	42 415	22 476	64 891	34,6%	47 460	32 959	80 419	41,0%	49 934	34 996	84 930	41,2%
Normandie	16 152	7 205	23 357	30,8%	15 143	7 297	22 440	32,5%	15 780	7 538	23 318	32,3%
Nouvelle-Aquitaine	21 506	9 113	30 619	29,8%	25 112	11 252	36 364	30,9%	26 280	11 962	38 242	31,3%
Occitanie	19 563	7 743	27 306	28,4%	22 747	10 457	33 204	31,5%	23 772	11 125	34 897	31,9%
Pays de la Loire	20 488	7 817	28 305	27,6%	20 090	7 971	28 061	28,4%	21 439	8 435	29 874	28,2%
Région Sud	21 050	10 010	31 060	32,2%	18 287	9 345	27 632	33,8%	18 483	9 280	27 763	33,4%
France Métropolitaine	252 318	109 375	361 693	30,2%	269 962	133 844	403 806	33,1%	281 578	139 901	421 479	33,2%
Guadeloupe	779	451	1 230	36,7%	973	734	1 707	43,0%	965	635	1 600	39,7%
Guyane	147	59	206	28,6%	306	259	565	45,8%	353	247	600	41,2%
Martinique	1 273	677	1 950	34,7%	848	479	1 327	36,1%	866	510	1 376	37,1%
Mayotte	0	0	0		155	76	231	32,9%	154	74	228	32,5%
Réunion	2 854	1 055	3 909	27,0%	3 160	1 470	4 630	31,7%	3 146	1 477	4 623	31,9%
Outre Mer	5 053	2 242	7 295	30,7%	5 442	3 018	8 460	35,7%	5 484	2 943	8 427	34,9%
TOTAL	257 371	111 617	368 988	30,2%	275 404	136 862	412 266	33,2%	287 062	142 844	429 906	33,2%

Source : Enquête SIFA -DEPP

Tableau 8 – Ressources totales des CFA en 2017, selon leur provenance et par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Transfert de charges (comptes de base 79)	Produits financiers	Autres ressources	Total général	Ressources par jeune
Aura	128 405 065	44 141 098	2 343 023	161 117 639	4 109 098	2 396 953	18 253 795	6 262 212	18 556 770	2 850 601	2 077 997	2 592 362	26 758 768	419 865 381	8 439
BFC	37 383 371	15 208 725	7 437 948	65 216 946	964 531	1 222 826	4 934 934	6 334 431	6 291 548	611 336	905 432	76 923	4 548 267	151 137 218	7 930
Bretagne	44 139 419	14 661 516	1 437 348	45 954 951	252 014	540 828	7 313 415	1 373 516	7 542 545	1 137 550	1 528 553	182 788	4 179 223	130 243 667	7 159
Centre-Val de Loire	34 246 341	11 700 071	1 815 515	74 504 727	422 304	197 662	4 905 453	4 187 540	11 877 569	1 283 268	851 324	109 651	3 088 437	149 189 862	7 981
Corse	2 960 780	382 995	169 706	8 665 930	227 500	27 775	221 604	314 458	461 380	184 059	176 115	3 774	461 315	14 257 391	7 165
Grand Est	67 340 957	21 036 969	15 059 380	133 329 423	3 263 370	1 890 402	8 793 155	2 369 124	12 734 841	2 074 336	1 100 599	169 941	11 524 490	280 686 987	7 277
Hauts-de-France	86 255 383	19 766 821	11 531 017	186 476 965	2 601 323	4 219 954	13 294 079	1 539 674	11 557 236	2 852 878	1 613 578	365 351	8 271 102	350 345 361	10 146
Île-de-France	382 181 008	31 416 088	15 584 195	211 369 178	1 361 095	9 781 587	32 424 831	8 281 267	27 856 596	6 808 783	4 130 983	1 660 900	29 246 231	762 102 742	9 204
Normandie	46 786 476	24 468 645	1 915 315	93 582 631	3 372 288	610 650	8 740 915	5 738 731	9 883 468	2 843 745	820 719	162 589	3 332 741	202 258 913	8 758
Nouvelle-Aquitaine	81 343 183	31 211 688	21 204 214	156 586 681	3 154 036	3 946 959	13 810 364	4 686 116	14 062 376	2 749 706	892 929	105 424	16 609 070	350 362 745	9 317
Occitanie	82 950 683	13 073 785	12 551 266	87 467 125	1 329 555	6 411 992	13 059 042	3 873 559	11 898 714	5 849 104	1 427 697	102 387	30 298 065	270 292 975	7 813
Pays de la Loire	56 453 737	13 619 413	2 951 969	123 125 149	555 476	4 246 755	6 693 740	3 210 073	10 832 570	931 401	876 483	83 935	4 098 475	227 679 176	7 800
Région Sud	60 764 605	13 667 493	7 887 636	76 114 456	1 910 784	4 240 021	2 847 864	7 600 886	9 210 884	828 843	570 368	114 725	16 879 468	202 638 033	7 319
France métrop.	1 111 211 009	254 355 306	101 888 532	1 423 511 800	23 523 374	39 734 365	135 293 190	55 771 587	152 766 498	31 005 610	16 972 777	5 730 750	159 295 652	3 511 060 450	8 445

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 9 – Ressources des CFA consacrées au fonctionnement, en 2017, par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Transfert de charges (comptes de base 79)	Produits financiers	Autres ressources	Total général	Ressources par jeune
Aura	115 483 054	42 113 223	1 858 093	138 008 130	331 643	1 485 794	13 172 515	480 639	17 491 331	2 758 039	2 077 997	2 592 362	8 791 749	346 644 568	6 967
BFC	34 251 471	15 208 725	2 724 132	55 724 940	960 127	1 216 105	4 933 931	151 929	5 986 216	592 848	905 432	76 923	2 013 794	124 746 574	6 545
Bretagne	41 531 785	14 604 260	628 603	43 668 472	252 014	528 231	5 500 131	175 292	7 391 432	1 114 449	1 528 553	182 788	2 789 877	119 895 887	6 591
Centre-Val de Loire	29 047 509	10 820 538	1 412 596	63 858 833	267 804	178 830	3 513 122	429 477	11 112 694	1 283 268	851 324	109 651	2 921 950	125 807 596	6 730
Corse	2 940 540	344 995	169 706	7 613 955	227 500	27 775	211 502	267 795	461 380	184 059	176 115	3 774	287 040	12 916 136	6 491
Grand Est	59 575 557	18 312 370	13 277 619	114 644 047	1 327 900	1 821 493	7 607 354	116 159	12 376 622	2 055 372	1 100 599	169 941	8 783 230	241 168 263	6 252
Hauts-de-France	72 063 276	19 733 994	10 901 989	92 824 761	2 265 451	3 574 923	11 402 167	-	11 557 236	2 852 878	1 613 578	365 351	8 271 102	237 426 706	6 876
Île-de-France	356 638 082	29 514 534	13 178 693	193 127 265	1 159 037	9 007 941	30 884 793	2 634 391	27 137 697	6 768 259	4 130 983	1 660 900	28 071 764	703 914 339	8 501
Normandie	42 134 744	17 047 460	1 611 454	76 488 516	670 945	665 827	7 392 108	-	9 470 154	2 748 091	820 719	162 589	3 126 627	162 339 234	7 029
Nouvelle-Aquitaine	70 951 567	24 248 435	5 409 275	117 880 133	581 034	3 793 123	11 799 225	-	13 581 155	2 703 902	892 929	105 424	8 753 172	260 699 374	6 932
Occitanie	77 646 528	9 652 017	11 947 908	78 793 889	1 329 555	6 300 960	12 168 498	1 359 936	11 378 270	5 757 492	1 427 697	102 387	22 309 675	240 174 812	6 942
Pays de la Loire	53 231 848	11 858 256	2 545 979	98 496 327	435 920	4 235 120	6 202 500	-	10 670 528	929 344	876 483	83 935	3 998 516	193 564 756	6 631
Région Sud	52 530 318	12 152 159	4 157 854	71 236 986	622 626	3 547 582	2 534 962	5 254 843	8 941 799	802 880	570 368	114 725	4 921 869	167 388 971	6 046
France métropolitaine	1 008 026 279	225 610 967	69 823 902	1 152 366 254	10 431 555	36 383 704	117 322 807	10 870 461	147 556 514	30 550 881	16 972 777	5 730 750	105 040 365	2 936 687 216	7 063

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 10 – Ressources des CFA consacrées au THR, en 2017, par région (en euros)

	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions virées au compte de résultat	Reprises sur amortissements / provisions	Autres ressources	Total général	Ressources par jeune
Aura	14 433	-	-	9 751 933	5 087	165 199	5 081 280	5 781 573	1 065 438	92 562	300 222	22 257 729	447
BFC	-	-	201 302	4 202 501	4 404	6 721	1 003	6 182 502	305 332	18 488	122 538	11 044 791	580
Bretagne	162 199	57 255	154 995	-	-	12 598	1 813 284	1 198 224	151 114	23 101	282 929	3 855 699	212
Centre-Val de Loire	764 505	-	137 204	6 267 886	-	12 440	1 392 331	3 758 063	764 875	-	130 512	13 227 816	708
Corse	-	-	-	689 894	-	-	10 102	46 663	-	-	-	746 659	375
Grand Est	173 799	19 831	176 231	8 156 201	4 720	33 764	1 185 801	2 252 965	358 219	18 964	55 866	12 436 361	322
Hauts-de-France	-	-	629 028	8 682 667	-	-	1 891 912	1 539 674	-	-	-	12 743 281	369
Île-de-France	-	-	-	442 586	-	-	1 540 038	5 646 876	718 899	40 524	-	8 388 923	101
Normandie	1 164	885 407	52 596	2 689 248	-	8 146	1 348 807	5 738 731	413 314	95 654	91 395	11 324 462	490
Nouvelle-Aquitaine	291 482	6 374	300 959	4 196 306	13 814	70 260	2 011 139	4 686 116	481 221	45 804	508 190	12 611 665	335
Occitanie	159 086	481 143	251 784	1 170 993	-	21 083	890 544	2 513 623	520 444	91 612	223 475	6 323 787	183
Pays de la Loire	-	219 740	2 589	9 174 127	5 256	11 635	491 240	3 210 073	162 042	2 057	81 442	13 360 201	458
Région Sud	-	71 446	258 835	1 621 940	-	-	312 902	2 346 043	269 085	25 963	77 224	4 984 245	180
France métropolitaine	1 566 668	1 741 197	2 165 523	57 046 282	33 281	341 846	17 970 383	44 901 126	5 209 984	454 729	1 873 793	133 305 619	321

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 11 – Ressources des CFA consacrées à l’investissement, en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Taxe d'apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques (Départements, Communes...)	Autres ressources	Total général	Ressource par jeune
Aura	49 753	12 907 578	2 027 875	484 929	13 357 576	3 772 368	745 960	17 666 797	50 963 083	1 024
BFC	19 059	3 131 900	-	4 512 514	5 289 505	-	-	2 411 935	15 345 853	805
Bretagne	18 192	2 445 435	-	653 750	2 286 479	-	-	1 106 418	6 492 081	357
Centre-Val de Loire	18 693	4 434 327	879 533	265 715	4 378 008	154 500	6 392	35 975	10 154 450	543
Corse	1 990	20 240	38 000	-	362 081	-	-	174 275	594 596	299
Grand Est	38 572	7 591 601	2 704 768	1 605 530	10 529 175	1 930 750	35 145	2 685 394	27 082 363	702
Hauts-de-France	34 529	14 192 107	32 827	-	84 969 537	335 872	645 031	-	100 175 374	2 901
Île-de-France	82 799	25 542 926	1 901 554	2 405 502	17 799 327	202 058	773 646	1 174 467	49 799 480	601
Normandie	23 095	4 650 568	6 535 778	251 265	14 404 867	2 701 343	- 63 323	114 719	28 595 217	1 238
Nouvelle-Aquitaine	37 606	10 100 134	6 956 879	15 493 980	34 510 242	2 559 188	83 576	7 347 708	77 051 706	2 049
Occitanie	34 595	5 145 069	2 940 625	351 574	7 502 242	-	89 950	7 764 915	23 794 376	688
Pays de la Loire	29 190	3 221 889	1 541 416	403 401	15 454 695	114 301	-	18 517	20 754 219	711
Région Sud	27 687	8 234 287	1 443 888	3 470 947	3 255 530	1 288 158	691 632	11 880 375	30 264 817	1 093
France métropolitaine	415 760	101 618 061	27 003 143	29 899 107	214 099 264	13 058 537	3 008 009	52 381 494	441 067 615	1 061

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 12 – Contributions des branches professionnelles au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses (en euros)

	Fonctionnement			THR			Investissement			TOTAL			Moyenne par jeune	
	Effectifs pondérés	Taxes fiscales	Fonds mutualisés	TOTAL	Taxes fiscales	Fonds mutualisés	TOTAL	Taxes fiscales	Fonds mutualisés	TOTAL	Taxes fiscales	Fonds mutualisés		TOTAL
Aura	49 753	4 517 512	37 595 710	42 113 223	-	-	-	2 027 875	-	2 027 875	6 545 387	37 595 710	44 141 098	887
BFC	19 059	3 118 417	12 090 308	15 208 725	-	-	-	-	-	-	3 118 417	12 090 308	15 208 725	798
Bretagne	18 192	2 867 724	11 736 536	14 604 260	54 016	3 239	57 255	-	-	-	2 921 740	11 739 776	14 661 516	806
Centre-Val de Loire	18 693	1 814 327	9 006 211	10 820 538	-	-	-	698 502	181 031	879 533	2 512 829	9 187 242	11 700 071	626
Corse	1 990	335 158	9 837	344 995	-	-	-	38 000	-	38 000	373 158	9 837	382 995	192
Grand Est	38 572	10 312 824	7 999 546	18 312 370	19 831	-	19 831	2 704 768	-	2 704 768	13 037 423	7 999 546	21 036 969	545
Hauts-de-France	34 529	2 007 664	17 726 330	19 733 994	-	-	-	32 827	-	32 827	2 040 491	17 726 330	19 766 821	572
Île-de-France	82 799	4 636 447	24 878 087	29 514 534	-	-	-	1 901 554	-	1 901 554	6 538 001	24 878 087	31 416 088	379
Normandie	23 095	2 813 603	14 233 857	17 047 460	885 407	-	885 407	6 535 778	-	6 535 778	10 234 788	14 233 857	24 468 645	1 059
Nouvelle-Aquitaine	37 606	1 251 987	22 996 448	24 248 435	-	6 374	6 374	6 956 879	-	6 956 879	8 208 866	23 002 822	31 211 688	830
Occitanie	34 595	3 483 258	6 168 759	9 652 017	481 143	-	481 143	2 940 625	-	2 940 625	6 905 026	6 168 759	13 073 785	378
Pays de la Loire	29 190	2 494 355	9 363 901	11 858 256	14 193	205 547	219 740	1 521 416	20 000	1 541 416	4 029 964	9 589 449	13 619 413	467
Région Sud	27 687	1 921 123	10 231 036	12 152 159	21 238	50 208	71 446	1 443 888	-	1 443 888	3 386 249	10 281 244	13 667 493	494
France métropolitaine	415 760	41 574 400	184 036 567	225 610 967	1 475 828	265 369	1 741 197	26 802 112	201 031	27 003 143	69 852 340	184 502 966	254 355 306	612

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 13 – Contributions des organismes gestionnaires au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses (en euros)

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
Aura	49 753	1 858 093	-	484 929	2 343 023	47
BFC	19 059	2 724 132	201 302	4 512 514	7 437 948	390
Bretagne	18 192	628 603	154 995	653 750	1 437 348	79
Centre-Val de Loire	18 693	1 412 596	137 204	265 715	1 815 515	97
Corse	1 990	169 706	-	-	169 706	85
Grand Est	38 572	13 277 619	176 231	1 605 530	15 059 380	390
Hauts-de-France	34 529	10 901 989	629 028	-	11 531 017	334
Île-de-France	82 799	13 178 693	-	2 405 502	15 584 195	188
Normandie	23 095	1 611 454	52 596	251 265	1 915 315	83
Nouvelle-Aquitaine	37 606	5 409 275	300 959	15 493 980	21 204 214	564
Occitanie	34 595	11 947 908	251 784	351 574	12 551 266	363
Pays de la Loire	29 190	2 545 979	2 589	403 401	2 951 969	101
Région Sud	27 687	4 157 854	258 835	3 470 947	7 887 636	285
France métropolitaine	415 760	69 823 902	2 165 523	29 899 107	101 888 532	245

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 14 - Contributions des Conseils régionaux au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses (en euros)

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
Aura	49 753	138 008 130	9 751 933	13 357 576	161 117 639	3 238
BFC	19 059	55 724 940	4 202 501	5 289 505	65 216 946	3 422
Bretagne	18 192	43 668 472	-	2 286 479	45 954 951	2 526
Centre-Val de Loire	18 693	63 858 833	6 267 886	4 378 008	74 504 727	3 986
Corse	1 990	7 613 955	689 894	362 081	8 665 930	4 355
Grand Est	38 572	114 644 047	8 156 201	10 529 175	133 329 423	3 457
Hauts-de-France	34 529	92 824 761	8 682 667	84 969 537	186 476 965	5 401
Île-de-France	82 799	193 127 265	442 586	17 799 327	211 369 178	2 553
Normandie	23 095	76 488 516	2 689 248	14 404 867	93 582 631	4 052
Nouvelle-Aquitaine	37 606	117 880 133	4 196 306	34 510 242	156 586 681	4 164
Occitanie	34 595	78 793 889	1 170 993	7 502 242	87 467 125	2 528
Pays de la Loire	29 190	98 496 327	9 174 127	15 454 695	123 125 149	4 218
Région Sud	27 687	71 236 986	1 621 940	3 255 530	76 114 456	2 749
France métropolitaine	415 760	1 152 366 254	57 046 282	214 099 264	1 423 511 800	3 424

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 15 – Contributions de l'Etat au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses (en euros)

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	331 643	5 087	3 772 368	4 109 098	83
BFC	19 059	960 127	4 404	-	964 531	51
Bretagne	18 192	252 014	-	-	252 014	14
Centre-Val de Loire	18 693	267 804	-	154 500	422 304	23
Corse	1 990	227 500	-	-	227 500	114
Grand Est	38 572	1 327 900	4 720	1 930 750	3 263 370	85
Hauts-de-France	34 529	2 265 451	-	335 872	2 601 323	75
Île-de-France	82 799	1 159 037	-	202 058	1 361 095	16
Normandie	23 095	670 945	-	2 701 343	3 372 288	146
Nouvelle-Aquitaine	37 606	581 034	13 814	2 559 188	3 154 036	84
Occitanie	34 595	1 329 555	-	-	1 329 555	38
Pays de la Loire	29 190	435 920	5 256	114 301	555 476	19
Région Sud	27 687	622 626	-	1 288 158	1 910 784	69
France métropolitaine	415 760	10 431 555	33 281	13 058 537	23 523 374	57

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 16 – Contributions des autres collectivités au financement des CFA en 2017, par région et poste de dépenses (en euros)

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	1 485 794	165 199	745 960	2 396 953	48
BFC	19 059	1 216 105	6 721	-	1 222 826	64
Bretagne	18 192	528 231	12 598	-	540 828	30
Centre-Val de Loire	18 693	178 830	12 440	6 392	197 662	11
Corse	1 990	27 775	-	-	27 775	14
Grand Est	38 572	1 821 493	33 764	35 145	1 890 402	49
Hauts-de-France	34 529	3 574 923	-	645 031	4 219 954	122
Île-de-France	82 799	9 007 941	-	773 646	9 781 587	118
Normandie	23 095	665 827	8 146	- 63 323	610 650	26
Nouvelle-Aquitaine	37 606	3 793 123	70 260	83 576	3 946 959	105
Occitanie	34 595	6 300 960	21 083	89 950	6 411 992	185
Pays de la Loire	29 190	4 235 120	11 635	-	4 246 755	145
Région Sud	27 687	3 547 582	807	691 632	4 240 021	153
France métropolitaine	415 760	36 383 704	342 653	3 008 009	39 734 365	96

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 17 – Vente et prestations de service des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Fonctionnement	THR	Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	13 172 515	5 081 280		18 253 795	367
BFC	19 059	4 933 931	1 003		4 934 934	259
Bretagne	18 192	5 500 131	1 813 284		7 313 415	402
Centre-Val de Loire	18 693	3 513 122	1 392 331		4 905 453	262
Corse	1 990	211 502	10 102		221 604	111
Grand Est	38 572	7 607 354	1 185 801		8 793 155	228
Hauts-de-France	34 529	11 402 167	1 891 912		13 294 079	385
Île-de-France	82 799	30 884 793	1 540 038		32 424 831	392
Normandie	23 095	7 392 108	1 348 807		8 740 915	378
Nouvelle-Aquitaine	37 606	11 799 225	2 011 139		13 810 364	367
Occitanie	34 595	12 168 498	890 544		13 059 042	377
Pays de la Loire	29 190	6 202 500	491 240		6 693 740	229
Région Sud	27 687	2 534 962	312 902		2 847 864	103
France métropolitaine	415 760	117 322 807	17 970 383		135 293 190	325

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 18 – Contributions des familles au financement des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Fonctionnement	THR	Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	480 639	5 781 573		6 262 212	126
BFC	19 059	151 929	6 182 502		6 334 431	332
Bretagne	18 192	175 292	1 198 224		1 373 516	76
Centre-Val de Loire	18 693	429 477	3 758 063		4 187 540	224
Corse	1 990	267 795	46 663		314 458	158
Grand Est	38 572	116 159	2 252 965		2 369 124	61
Hauts-de-France	34 529	-	1 539 674		1 539 674	45
Île-de-France	82 799	2 634 391	5 646 876		8 281 267	100
Normandie	23 095	-	5 738 731		5 738 731	248
Nouvelle-Aquitaine	37 606	-	4 686 116		4 686 116	125
Occitanie	34 595	1 359 936	2 513 623		3 873 559	112
Pays de la Loire	29 190	-	3 210 073		3 210 073	110
Région Sud	27 687	5 254 843	2 346 043		7 600 886	275
France métropolitaine	415 760	10 870 461	44 901 126		55 771 587	134

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 19 – Quote-part de subvention virée au compte de résultat en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	17 491 331	1 065 438		18 556 770	373
BFC	19 059	5 986 216	305 332		6 291 548	330
Bretagne	18 192	7 391 432	151 114		7 542 545	415
Centre-Val de Loire	18 693	11 112 694	764 875		11 877 569	635
Corse	1 990	461 380	-		461 380	232
Grand Est	38 572	12 376 622	358 219		12 734 841	330
Hauts-de-France	34 529	11 557 236	-		11 557 236	335
Île-de-France	82 799	27 137 697	718 899		27 856 596	336
Normandie	23 095	9 470 154	413 314		9 883 468	428
Nouvelle-Aquitaine	37 606	13 581 155	481 221		14 062 376	374
Occitanie	34 595	11 378 270	520 444		11 898 714	344
Pays de la Loire	29 190	10 670 528	162 042		10 832 570	371
Région Sud	27 687	8 941 799	269 085		9 210 884	333
France métropolitaine	415 760	147 556 514	5 209 984		152 766 498	367

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 20 – Reprise sur amortissement et provisions en 2017, par région

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	2 758 039	92 562		2 850 601	57
BFC	19 059	592 848	18 488		611 336	32
Bretagne	18 192	1 114 449	23 101		1 137 550	63
Centre-Val de Loire	18 693	1 283 268	-		1 283 268	69
Corse	1 990	184 059	-		184 059	92
Grand Est	38 572	2 055 372	18 964		2 074 336	54
Hauts-de-France	34 529	2 852 878	-		2 852 878	83
Île-de-France	82 799	6 768 259	40 524		6 808 783	82
Normandie	23 095	2 748 091	95 654		2 843 745	123
Nouvelle-Aquitaine	37 606	2 703 902	45 804		2 749 706	73
Occitanie	34 595	5 757 492	91 612		5 849 104	169
Pays de la Loire	29 190	929 344	2 057		931 401	32
Région Sud	27 687	802 880	25 963		828 843	30
France métropolitaine	415 760	30 550 881	454 729		31 005 610	75

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 21 – Transferts de charges en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Fonctionnement	THR	Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	2 077 997			2 077 997	42
BFC	19 059	905 432			905 432	48
Bretagne	18 192	1 528 553			1 528 553	84
Centre-Val de Loire	18 693	851 324			851 324	46
Corse	1 990	176 115			176 115	89
Grand Est	38 572	1 100 599			1 100 599	29
Hauts-de-France	34 529	1 613 578			1 613 578	47
Île-de-France	82 799	4 130 983			4 130 983	50
Normandie	23 095	820 719			820 719	36
Nouvelle-Aquitaine	37 606	892 929			892 929	24
Occitanie	34 595	1 427 697			1 427 697	41
Pays de la Loire	29 190	876 483			876 483	30
Région Sud	27 687	570 368			570 368	21
France métropolitaine	415 760	16 972 777			16 972 777	41

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 22 – Produits financiers en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Fonctionnement	THR	Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	2 592 362			2 592 362	52
BFC	19 059	76 923			76 923	4
Bretagne	18 192	182 788			182 788	10
Centre-Val de Loire	18 693	109 651			109 651	6
Corse	1 990	3 774			3 774	2
Grand Est	38 572	169 941			169 941	4
Hauts-de-France	34 529	365 351			365 351	11
Île-de-France	82 799	1 660 900			1 660 900	20
Normandie	23 095	162 589			162 589	7
Nouvelle-Aquitaine	37 606	105 424			105 424	3
Occitanie	34 595	102 387			102 387	3
Pays de la Loire	29 190	83 935			83 935	3
Région Sud	27 687	114 725			114 725	4
France métropolitaine	415 760	5 730 750			5 730 750	14

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 23 – Autres ressources consacrées au financement des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés	Fonctionnement	THR	Investissement	Total général	Contribution par jeune
AuRA	49 753	8 791 749	300 222	17 666 797	26 758 768	538
BFC	19 059	2 013 794	122 538	2 411 935	4 548 267	239
Bretagne	18 192	2 789 877	282 929	1 106 418	4 179 223	230
Centre-Val de Loire	18 693	2 921 950	130 512	35 975	3 088 437	165
Corse	1 990	287 040	-	174 275	461 315	232
Grand Est	38 572	8 783 230	55 866	2 685 394	11 524 490	299
Hauts-de-France	34 529	8 271 102	-	-	8 271 102	240
Île-de-France	82 799	28 071 764	-	1 174 467	29 246 231	353
Normandie	23 095	3 126 627	91 395	114 719	3 332 741	144
Nouvelle-Aquitaine	37 606	8 753 172	508 190	7 347 708	16 609 070	442
Occitanie	34 595	22 309 675	223 475	7 764 915	30 298 065	876
Pays de la Loire	29 190	3 998 516	81 442	18 517	4 098 475	140
Région Sud	27 687	4 921 869	77 224	11 880 375	16 879 468	610
France métropolitaine	415 760	105 040 365	1 873 793	52 381 494	159 295 652	383

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 24 – Taxe d'apprentissage (reçue et consommée) et reliquats en 2017 (en euros)

	Taxe reçue	Taxe reçue provenant d'OCTA de la région	Taxe reçue provenant d'OCTA hors de la région	Reliquat 2016 pour 2017	Taxe disponible	Taxe consommée				Nouveau reliquat 2017 pour 2018	Taxe consommée par jeune
						Au titre du fonctionnement	Au titre du THR	Au titre de l'investissement	TOTAL		
AuRA	112 170 208	32 157 300	80 012 908	53 920 914	166 091 121	115 483 054	14 433	12 907 578	128 405 065	37 686 056	2 581
BFC	38 184 674	6 314 084	31 870 590	7 349 213	45 533 887	34 251 471	-	3 131 900	37 383 371	8 150 516	1 961
Bretagne	46 220 362	25 022 802	21 197 560	31 046 769	77 267 130	41 531 785	162 199	2 445 435	44 139 419	33 127 711	2 426
Centre-Val de Loire	34 508 957	5 106 567	29 407 390	17 502 419	52 011 376	29 047 509	764 505	4 434 327	34 246 341	17 765 035	1 832
Corse	2 960 782	1 497 912	678 634	-	2 960 782	2 940 540	-	20 240	2 960 780	2	1 488
Grand Est	73 493 948	41 167 915	32 326 033	24 122 675	97 616 623	59 575 557	173 799	7 591 601	67 340 957	30 275 666	1 746
Hauts-de-France	83 837 088	72 508 973	11 328 115	43 186 828	127 023 916	72 063 276	-	14 192 107	86 255 383	40 768 533	2 498
Île-de-France	396 953 869	<i>nd</i>	<i>nd</i>	178 372 841	575 326 710	356 638 082	-	25 542 926	382 181 008	193 145 702	4 616
Normandie	50 652 118	15 310 347	35 341 771	12 689 190	63 341 308	42 134 744	1 164	4 650 568	46 786 476	16 554 832	2 026
Nouvelle-Aquitaine	80 208 250	33 982 797	46 225 453	9 282 937	89 491 187	70 951 567	291 482	10 100 134	81 343 183	8 148 004	2 163
Occitanie	87 314 235	28 162 731	59 151 502	13 481 748	100 795 983	77 646 528	159 086	5 145 069	82 950 683	17 845 300	2 398
Pays de la Loire	56 151 305	11 767 579	44 383 726	15 144 806	71 296 111	53 231 848	-	3 221 889	56 453 737	14 842 374	1 934
Région Sud	62 457 828	39 940 407	22 517 421	31 400 959	93 858 787	52 530 318	-	8 234 287	60 764 605	33 094 182	2 195
France métropolitaine	1 125 113 624	312 939 415	414 441 103	437 501 298	1 562 614 922	1 008 026 279	1 566 668	101 618 061	1 111 211 009	451 403 913	2 673

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 25 – Evolution de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA entre 2004 et 2017, par régions (en euros)

	2004			2010			2015			2016			2017			Variation de la moyenne par jeune 2017/2004 en %
	Effectifs pondérés	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage reçue	Moyenne par jeune	
AuRA	40 883	57 615 026	1 409	50 264	88 357 104	1 758	48 819	107 274 193	2 197	48 729	127 097 329	2 608	49 753	112 170 208	2 255	60%
BFC	20 099	24 898 623	1 239	22 034	26 468 001	1 201	18 937	34 711 189	1 833	18 815	36 919 547	1 962	19 059	38 184 674	2 003	62%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 272	30 506 718	1 670	17 369	44 743 065	2 576	17 612	45 076 058	2 559	18 192	46 220 362	2 541	85%
Centre-Val de Loire	16 436	19 065 696	1 160	19 939	26 166 994	1 312	18 471	30 303 308	1 641	18 489	34 149 526	1 847	18 693	34 508 957	1 846	59%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 986	2 344 282	1 180	2 067	2 752 486	1 332	2 058	2 515 462	1 222	1 990	2 960 782	1 488	23%
Grand Est	35 062	39 567 507	1 129	40 597	54 519 902	1 343	38 170	70 278 572	1 841	38 067	75 320 517	1 979	38 572	73 493 948	1 905	69%
Hauts-de-France	28 298	39 100 396	1 382	34 789	51 462 381	1 479	33 073	80 841 162	2 444	33 327	85 460 248	2 564	34 529	83 837 088	2 428	76%
Île-de-France	62 887	205 945 791	3 275	79 105	275 638 595	3 484	80 032	378 057 780	4 724	80 231	386 090 535	4 812	82 799	396 953 869	4 794	46%
Normandie	23 853	26 842 717	1 125	25 268	33 996 866	1 345	22 636	44 234 831	1 954	22 651	49 296 418	2 176	23 095	50 652 118	2 193	95%
Nouvelle-Aquitaine	31 084	36 419 844	1 172	35 801	56 118 322	1 568	35 790	76 798 936	2 146	36 167	77 865 215	2 153	37 606	80 208 250	2 133	82%
Occitanie	27 221	34 087 453	1 252	32 826	53 073 009	1 617	32 804	82 395 266	2 512	33 437	88 808 096	2 656	34 595	87 314 235	2 524	102%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	29 460	32 955 010	1 119	27 079	50 174 763	1 853	27 669	54 021 000	1 952	29 190	56 151 305	1 924	105%
Région Sud	31 473	35 467 327	1 127	32 511	46 790 440	1 439	27 452	59 543 344	2 169	27 366	61 832 841	2 259	27 687	62 457 828	2 256	100%
France métropolitaine	363 239	569 535 603	1 568	363 239	569 535 603	1 568	402 700	1 062 108 895	2 637	404 618	1 124 452 792	2 779	415 760	1 125 113 624	2 706	73%

Source : enquête Comptes de l'apprentissage 2017, France compétences

Tableau 26 – Charges de fonctionnement et de THR des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	1. Charges d'exploitation (fonctionnement)	Coût (1) par jeune	2. Charges hors exploitation (fonctionnement)	Coût (2) par jeune	Charges THR	3. Total charges fonctionnement (THR compris)	Coût (3) par jeune	Coût horaire (3)
AuRA	49 753	27 154 530	344 790 566	6 930	2 230 765	45	23 679 881	370 701 212	7 451	14
BFC	19 059	10 252 272	122 205 157	6 412	963 993	51	11 385 479	134 554 628	7 060	13
Bretagne	18 192	8 577 822	117 623 539	6 466	1 744 911	96	4 229 428	123 597 878	6 794	14
Centre-Val de Loire	18 693	10 114 405	122 238 606	6 539	2 293 088	123	13 227 816	137 759 510	7 370	14
Corse	1 990	883 910	11 709 835	5 884	1 402 909	705	766 814	13 879 558	6 975	16
Grand Est	38 572	23 976 242	226 167 003	5 864	1 687 298	44	16 936 520	244 790 821	6 346	10
Hauts-de-France	34 529	14 966 630	233 598 900	6 765	2 885 834	84	12 600 099	249 084 833	7 214	17
Île-de-France	82 799	46 144 255	695 736 189	8 403	4 835 967	58	11 850 798	712 422 954	8 604	15
Normandie	23 095	11 812 262	159 072 609	6 888	1 271 559	55	12 611 115	172 955 283	7 489	15
Nouvelle-Aquitaine	37 606	19 137 640	253 980 687	6 754	2 784 456	74	14 231 791	270 996 933	7 206	14
Occitanie	34 595	17 897 502 *	238 812 625	6 903	2 955 281	85	6 977 472	248 745 378	7 190	14 *
Pays de la Loire	29 190	16 062 966	192 501 794	6 595	1 186 020	41	13 813 255	207 501 069	7 109	13
Région Sud	27 687	14 204 183	149 610 673	5 404	1 023 529	37	5 128 281	155 762 483	5 626	11
France métropolitaine	415 760	221 184 619	2 868 048 183	6 898	27 265 609	66	147 438 749	3 042 752 541	7 319	15

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

* Le nombre d'heures réalisées en Occitanie n'étant pas disponible, le nombre indiqué ici est une estimation réalisée à partir du nombre d'heures moyen par jeune sur la France métropolitaine, rapporté au nombre d'apprentis de la région.

Tableau 27 – Charges de personnel des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés jeunes	Charges de personnel relatives aux formateurs	Charges de personnel relatives aux autres personnels	Total - Charges de personnel	Moyenne par jeune
AuRA	49 753	96 724 387	53 311 478	150 035 865	3 016
BFC	19 059	57 642 380	26 617 771	84 260 150	4 421
Bretagne	18 192	53 485 076	25 065 139	78 550 215	4 318
Centre-Val de Loire	18 693	54 912 284	29 702 764	84 615 048	4 527
Corse	1 990	6 287 799	2 780 705	9 068 504	4 557
Grand Est	38 572	115 303 344	42 835 726	158 139 070	4 100
Hauts-de-France	34 529	95 805 018	61 020 822	156 825 840	4 542
Île-de-France	82 799	254 561 292	119 205 914	373 767 206	4 514
Normandie	23 095	73 432 926	33 010 278	106 443 204	4 609
Nouvelle-Aquitaine	37 606	111 891 088	56 441 735	168 332 823	4 476
Occitanie	34 595	82 243 217	51 643 847	133 887 064	3 870
Pays de la Loire	29 190	92 556 943	36 452 601	129 009 544	4 420
Région Sud	27 687	59 693 908	38 127 371	97 821 279	3 533
France métropolitaine	415 760	1 154 539 662	576 216 150	1 730 755 812	4 163

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 28 – Charges d'investissement des CFA en 2017, par région (en euros)

	Effectifs pondérés jeunes	Charges investissement	Moyenne par jeune
AuRA	49 753	54 646 895	1 098
BFC	19 059	15 345 854	805
Bretagne	18 192	6 492 081	357
Centre-Val de Loire	18 693	10 154 450	543
Corse	1 990	576 649	290
Grand Est	38 572	24 733 990	641
Hauts-de-France	34 529	100 781 007	2 919
Île-de-France	82 799	49 774 791	601
Normandie	23 095	34 447 591	1 492
Nouvelle-Aquitaine	37 606	83 129 653	2 211
Occitanie	34 595	23 794 376	688
Pays de la Loire	29 190	16 988 353	582
Région Sud	27 687	33 267 773	1 202
France métropolitaine	415 760	454 133 463	1 092

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 29 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2017 : aides directes (en euros)

	Aides directes aux apprentis													Moyenne par jeune
	Effectifs pondérés jeunes	01_Premier équipement	02_Fournitures scolaires	03_Transport / Héberg / Rest	04_Mobilité européenne	05_Fonds d'aides sociales	06_Aide au permis B	07_Aides aux personnes handicapées	08_Carte nationale d'apprenti	09_Ordinateurs	10_Chèques Culture	11_Autres aides	Total - Aides directes	
AuRA	49 753	1 681 617	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 681 617	34
BFC	19 059	-	-	881 280	-	7 600	-	-	-	-	-	-	888 880	47
Bretagne	18 192	754 530	-	10 431 050	-	-	-	-	-	-	-	-	11 185 580	615
Centre-Val de Loire	18 693	288 745	-	-	-	-	-	-	-	-	289 000	-	577 745	31
Corse	1 990	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grand Est	38 572	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Hauts-de-France	34 529	3 022 971	-	-	-	-	-	-	-	-	-	197 335	3 220 306	93
Île-de-France	82 799	-	-	5 091 858	-	-	-	-	-	-	-	-	5 091 858	61
Normandie	23 095	484 763	95 850	6 643 100	199 240	-	-	-	-	-	-	18 544	7 441 497	322
Nouvelle-Aquitaine	37 606	-	-	4 803 013	-	-	565 700	-	-	-	-	-	5 368 713	143
Occitanie	34 595	23 261	-	6 949 347	-	-	110 956	-	-	269 956	-	-	7 353 520	213
Pays de la Loire	29 190	-	-	-	-	-	78 400	-	-	165 583	-	-	243 983	8
Région Sud	27 687	-	-	635 649	-	41 298	60 660	-	-	-	-	-	737 607	27
France métropolitaine	415 760	6 255 887	95 850	35 435 297	199 240	48 898	815 716	-	-	435 539	289 000	215 879	43 791 306	105

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences

Tableau 30 – Aides versées aux jeunes par les Conseils régionaux en 2017 : aides indirectes versées via les CFA (en euros)

	Aides via les CFA											Moyenne par jeune - Aides indirectes	TOTAL - Aides aux apprentis (directes et indirectes)	Moyenne par jeune	
	01_Premier équipement	02_Fournitures scolaires	03_Transport / Héberg / Rest	04_Mobilité européenne	05_Fonds d'aides sociales	06_Aide au permis B	07_Aides aux personnes handicapées	08_Carte nationale d'apprenti	09_Ordinateurs	10_Chèques Culture	11_Autres aides				Total Aides indirectes
AuRA	-	-	9 751 933	989 684	325 893	-	-	-	-	-	-	11 067 511	222	12 749 128	256
BFC	582 796	-	4 012 495	-	39 451	-	-	-	-	-	-	4 634 742	243	5 523 622	290
Bretagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	11 185 580	615
Centre-Val de Loire	-	-	6 267 886	971 575	-	-	-	-	-	-	-	7 239 461	387	7 817 206	418
Corse	11 947	-	1 199 154	-	-	-	-	-	-	-	-	1 211 101	609	1 211 101	609
Grand Est	1 502 514	-	8 450 906	109 084	229 344	-	-	-	-	-	-	10 291 848	267	10 291 848	267
Hauts-de-France	-	-	8 682 667	201 698	375 876	-	152 174	-	-	-	-	9 412 415	273	12 632 721	366
Île-de-France	-	-	442 586	-	-	-	-	86 000	-	-	-	528 586	6	5 620 444	68
Normandie	-	-	2 689 248	-	-	-	-	-	-	-	-	2 689 248	116	10 130 745	439
Nouvelle-Aquitaine	2 607 067	-	2 888 399	336 930	245 508	-	652 495	-	-	-	-	6 730 399	179	12 099 112	322
Occitanie	1 069 121	-	1 170 993	1 264 727	-	-	-	-	-	-	-	3 504 841	101	10 858 361	314
Pays de la Loire	1 941 733	80 845	9 174 127	-	602 976	-	-	-	-	-	6 202	11 805 882	404	12 049 865	413
Région Sud	1 482 030	-	1 732 917	317 365	-	-	-	-	-	-	-	3 532 312	128	4 269 919	154
France métropolitaine	9 197 208	80 845	56 463 310	4 191 063	1 819 048	-	804 669	86 000	-	-	6 202	72 648 346	175	116 439 652	280

Source : enquête *Comptes de l'apprentissage 2017*, France compétences